

Tableau de bord économique de la Seine-Saint-Denis

Octobre 2017

Analyse des données du premier semestre 2017
première tendance second semestre 2017

CLUB CONJONCTURE 93

Le Club Conjoncture 93 est une structure informelle qui réunit les principaux acteurs économiques de la Seine-Saint-Denis : la Préfecture de la Seine-Saint-Denis, le Conseil Départemental de Seine-Saint-Denis, la Chambre de commerce et d'industrie départementale de Seine-Saint-Denis, la DIRECCTE Île-de-France, la Banque de France de Seine-Saint-Denis, la Direction Départementale des Finances Publiques, le Comité départemental de tourisme de la Seine-Saint-Denis, le Pôle Emploi Seine-Saint-Denis, l'Unité Territoriale de Seine-Saint-Denis de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Équipement et de l'Aménagement, la Chambre de métiers et de l'artisanat de la Seine-Saint-Denis, le Tribunal de commerce de Seine-Saint-Denis, la Direction régionale des douanes de Paris-Est et l'URSSAF de Paris- Région Parisienne.

Il a pour objet l'analyse et le suivi de la conjoncture économique du département, et s'organise autour de deux aspects différents : le suivi régulier d'indicateurs en premier lieu, et l'examen plus structuré par thématique de certains aspects de l'économie départementale, en second lieu.

Dans cette perspective, le Club 93 Conjoncture réalise semestriellement un Tableau de Bord Économique de la Seine-Saint-Denis qui regroupe des séries chronologiques économiques collectées auprès des différents partenaires et tente de faire l'analyse d'indicateurs départementaux relatifs aux ménages, aux entreprises, au tourisme et aux événements d'affaires, à l'emploi et à la construction et au marché de l'immobilier.

Ces documents sont consultables sur les sites internet des partenaires du Club 93 Conjoncture suivants :

- Préfecture de la Seine-Saint-Denis : www.seine-saint-denis.pref.gouv.fr
- Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis : www.seine-saint-denis.fr
- Chambre de commerce et d'industrie départementale de Seine-Saint-Denis : www.cci93-idf.fr
- Chambre de métiers et de l'artisanat de Seine-Saint-Denis : www.cma93.fr
- Comité départemental du tourisme : www.tourisme93.com

SOMMAIRE

- **TENDANCES FRANCILIENNES**
- **LES ENTREPRISES**
- **LA VIE DES ENTREPRISES EN SEINE-SAINT-DENIS**
- **LA TVA ET L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS**
- **LE TOURISME ET LES ÉVÉNEMENTS D'AFFAIRES**
- **LE CHÔMAGE ET L'EMPLOI**
- **LA CONSTRUCTION ET LE MARCHÉ IMMOBILIER**

**NOTE MÉTHODOLOGIQUE
CONTACTS**

TENDANCES FRANCILIENNES





CLUB CONJONCTURE 93
(CCI Seine Saint-Denis)

Réunion du 13 octobre 2017 à Bobigny



1



Lettre introductive au Rapport annuel de la Banque de France

Du 6 juillet 2017

Relever le défi français, avec nos capacités d'accélération

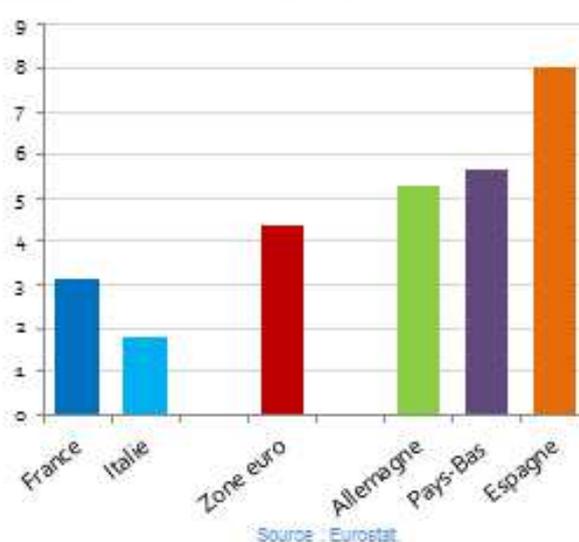
Une perspective en amélioration...

- La croissance pourrait atteindre 1,6 %

...mais trois mesures de notre retard persistant

1. Nos « limitateurs de vitesse » : faible croissance potentielle (1 %) et taux de chômage structurel trop élevé (> 9 %)
2. La rechute de nos comptes extérieurs : balance des transactions courantes déficitaire en 2016 (-19 Mds €) ; insuffisance de notre compétitivité globale
3. Un écart de croissance négatif avec nos voisins européens : la réussite des pays qui ont mené des réformes, dans le respect du modèle social européen (Allemagne, Pays-Bas, Espagne)

Croissance cumulée du PIB, 2014-2016 (en %)



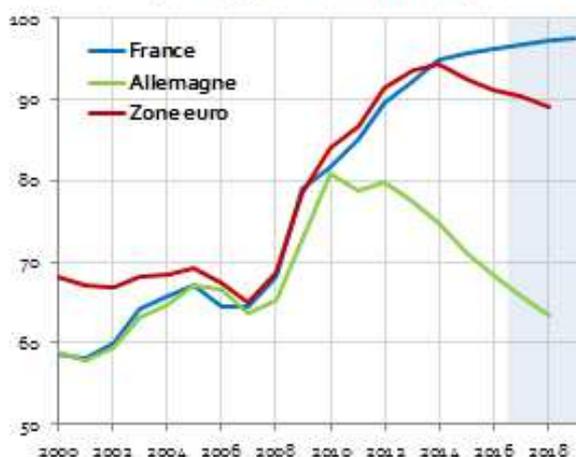
➤ **La France doit rejoindre voire dépasser la croissance moyenne de la zone euro**

Relever le défi français : oser les réformes nécessaires et possibles (1/2)

Reprendre le contrôle de nos dépenses publiques

- Un enjeu de **compétitivité** : des « frais généraux de la Nation » beaucoup plus lourds que chez nos voisins européens (56 % du PIB, contre 46 % en moyenne en zone euro hors France) ; et l'écart n'a cessé de se creuser
- Un enjeu de **souveraineté** : retrouver la maîtrise de notre dette publique pour faire face à la remontée future des taux d'intérêt
- Pas d'effet récessif d'une stabilisation des dépenses en volume

Évolution du ratio de dette publique par rapport au PIB (en %)

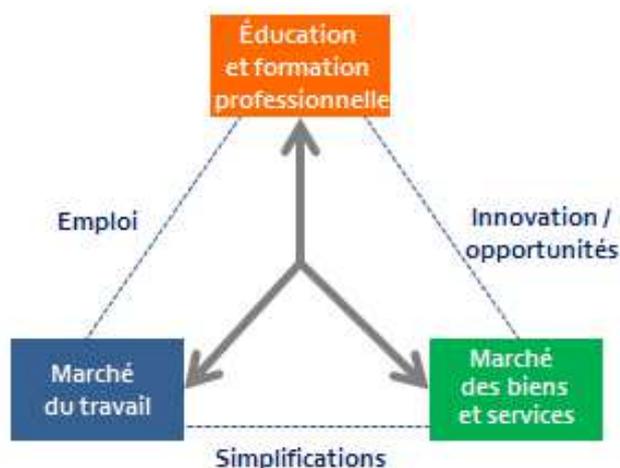


Sources : Insee, Banque de France pour la France, Commission européenne pour l'Allemagne et la zone euro.

Relever le défi français : oser les réformes nécessaires et possibles (2/2)

Poursuivre une ambition de transformation globale et par là équitable

- Une France plus forte, c'est une France avec plus de talents humains et moins de règles inefficaces :
 - Priorité à l'éducation, et à court terme au système de formation professionnelle et à l'apprentissage
- La surabondance de réglementations appelle un effort massif et structuré de simplifications :
 - L'action doit être menée parallèlement sur le marché du travail (décentralisation et sécurisation juridique) et sur celui des biens et services (lutte contre les rentes)

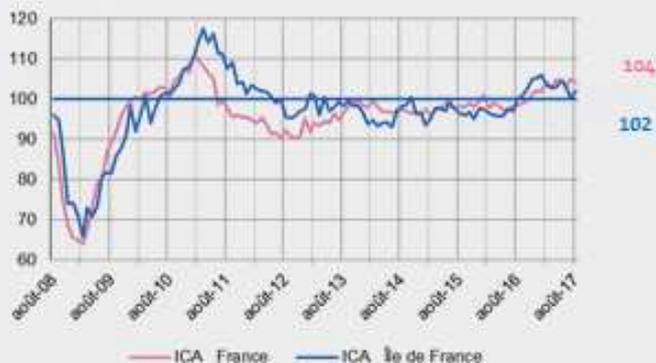


1- Conjoncture Économique

Indicateur du climat des affaires dans les services marchands



Indicateur du climat des affaires dans l'industrie



indice 100 = moyenne de longue période depuis début 1989 au niveau national et début 2002 au niveau régional

425 informateurs en août
69 % de l'emploi salarié francilien

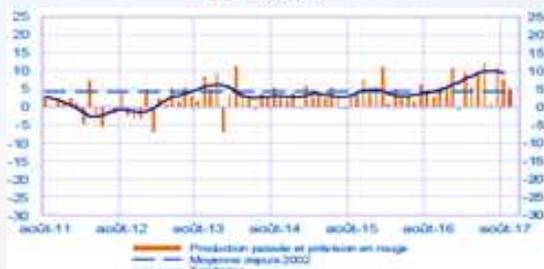
Île de France – Septembre 2017

Source : Tendances Régionales

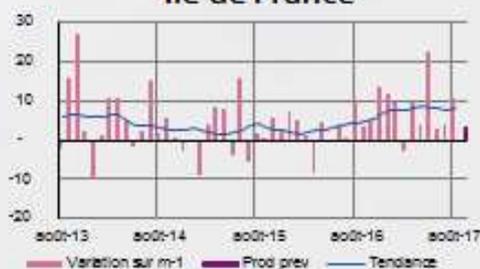
1- Conjoncture Économique

Production passée et prévision dans l'industrie (316 informateurs - en solde d'opinion cvs*)

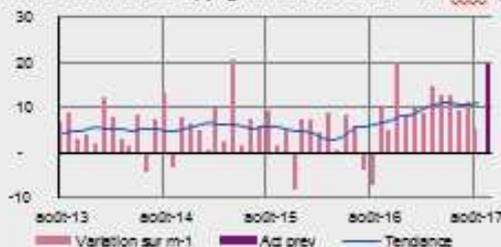
France



Île de France



Activité passée et prévision dans les services marchands (425 informateurs - en cvs*).



cvs : corrigé des variations saisonnières

Île de France – Septembre 2017

Source : BDF / DGS pour la France ;
Tendances régionales pour l'Île de France

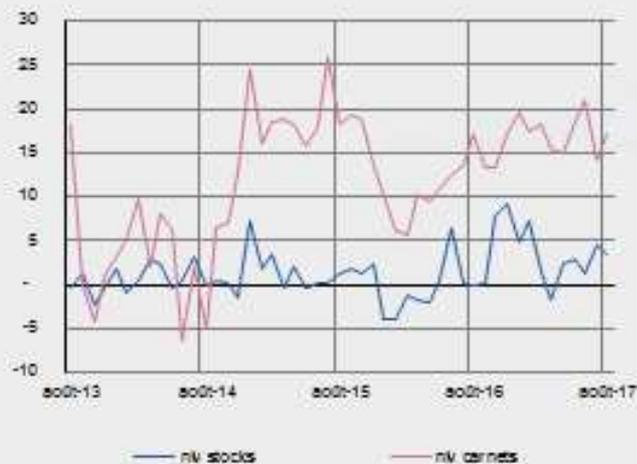


1- Conjoncture Économique

Taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie en Île de France



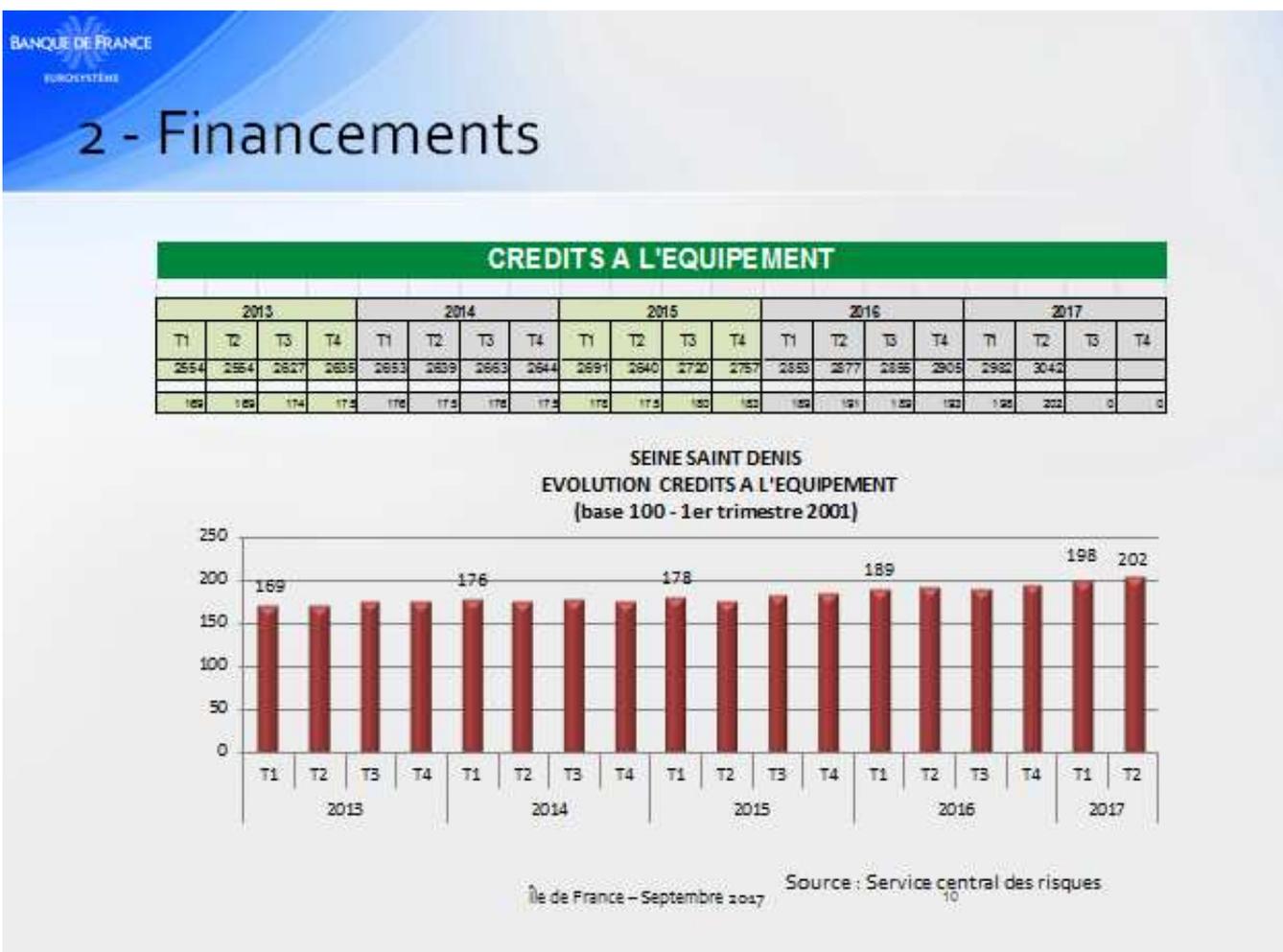
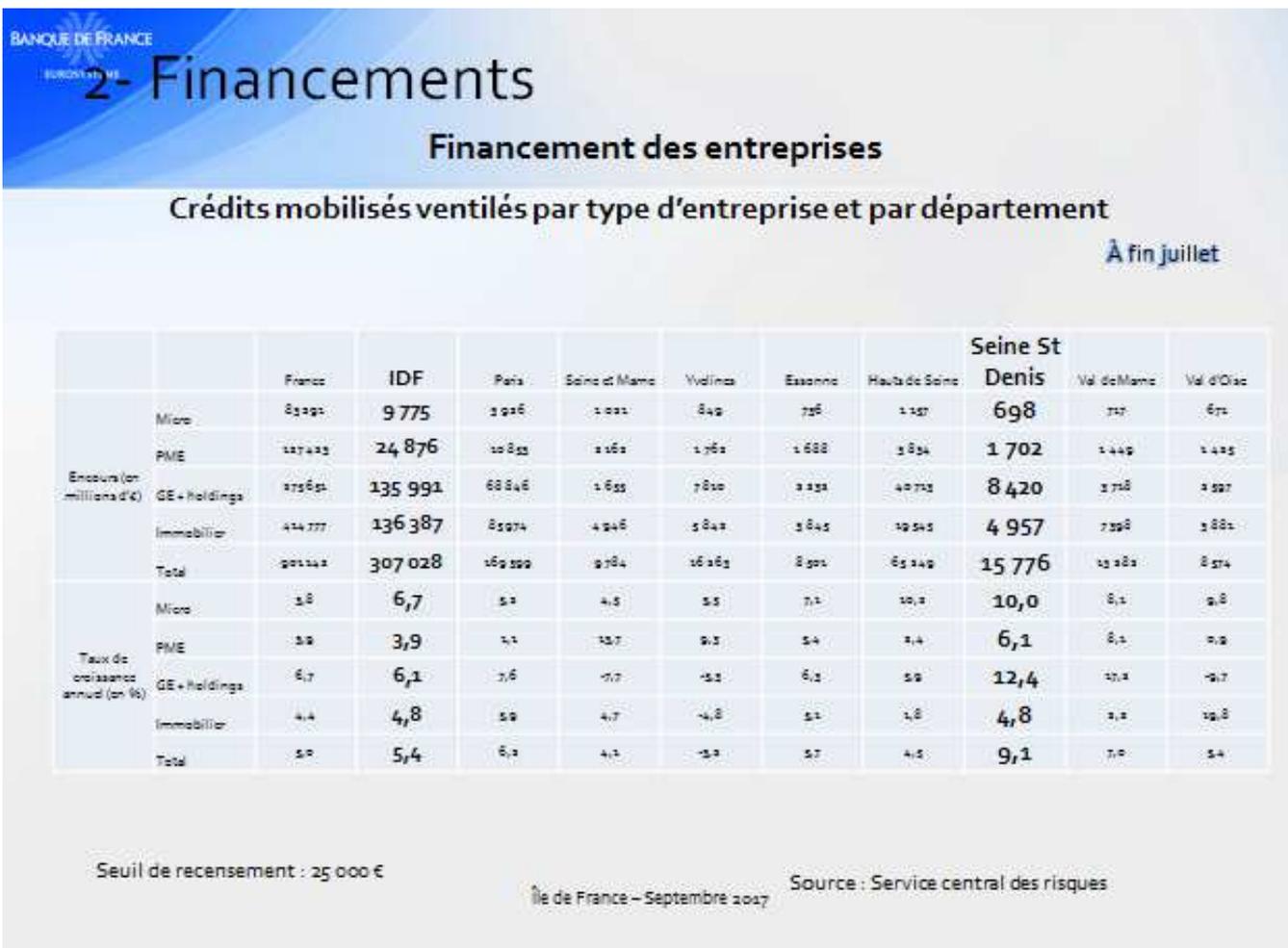
Stocks et carnets de commandes dans l'industrie en Île de France



316 informateurs en août

Île de France – Septembre 2017

Source : Tendances Régionales



Entreprises

Entreprises en difficulté

Les défaillances d'entreprises en Ile de France Ventilation par secteurs d'activité

	Cumul des 12 derniers mois		Taux de croissance annuel
	juil.-16	juil.-17	juillet 2017/juillet 2016
Agriculture, Sylviculture et Pêche (AZ)	15	16	6,7
Industrie (BE)	654	582	-11,0
Construction (FZ)	3524	3062	-13,1
Commerce - Réparation automobile (GZ)	2372	2255	-4,9
Transports et entreposage (HZ)	639	664	3,9
Hébergement et Restauration (IZ)	1145	1081	-5,6
Information et Communication (JZ)	652	610	-6,4
Activités Financières et d'Assurance (KZ)	254	194	-23,6
Activités Immobilières (LZ)	377	283	-24,9
Activités Techniques et Services Administratifs (MN)	1872	1736	-7,3
Enseignement, Santé, Action Sociale et Services aux Ménages (PS)	1079	951	-11,9
Ensemble de l'économie	12638	11505	-9,0

Source : Direction des Affaires Régionales – Ile de France

Ile de France – Septembre 2017

2- Entreprises

Entreprises en difficulté Médiation du crédit

Nombre de dossiers reçus à fin août 2017 en cumul depuis le début de la procédure :

France	51 703
Ile-de-France	8 701

Nombre de dossiers reçus en Ile-de-France :

De novembre 2008 à fin 2009	3 321
en 2010	1 265
en 2011	732
en 2012	668
en 2013	731
en 2014	557
en 2015	523
en 2016	577
en 2017	327

Nombre de dossiers acceptés en Ile-de-France à fin août 2017 :

	En cumul depuis le début de la procédure		En cumul depuis le début de l'année	
	Ile-de-France	%	Ile-de-France	%
Nombre de dossiers acceptés :	6 934	100	617	100
dont TPE (eff < 11) :	4 675	67	424	69
dont faibles encours (< 10 k€) :	1 109	16	95	15

Nombre de dossiers acceptés à fin août 2017 :

	En cumul depuis le début de la procédure		En cumul depuis le début de l'année	
	Ile-de-France	France	Ile-de-France	France
Nombre de dossiers acceptés	6 934	40 320	617	2 648
-dont dossiers instruits	5 941	35 207	520	2 353
en % des dossiers acceptés	86%	87%	84%	89%
-dont dossiers clôturés positivement	3 665	21 711	392	1 518
en % des dossiers instruits	62%	62%	75%	65%
Nombre de dossiers actuellement en instance	61	328		

Ile de France – Septembre 2017

Source : Tendances Régionales

BANQUE DE FRANCE
EUROSYSTEME
3 - Ménages

Crédits aux ménages

Encours des crédits à l'habitat consentis aux ménages en Île-de-France à fin juin 2017



Île de France – Septembre 2017

Source : Tendances Régionales

BANQUE DE FRANCE
EUROSYSTEME
3 - Ménages

CREDITS A L'HABITAT

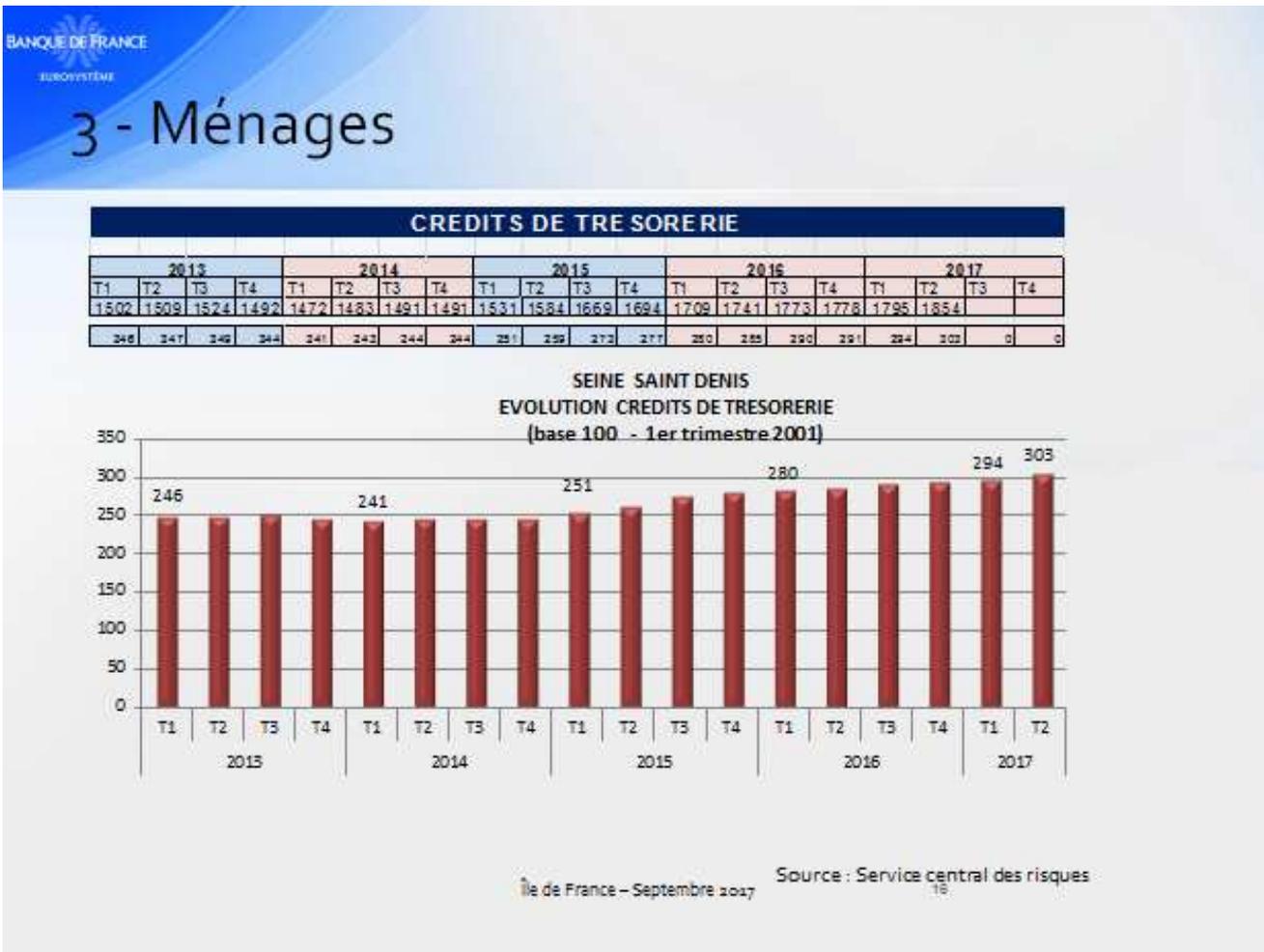
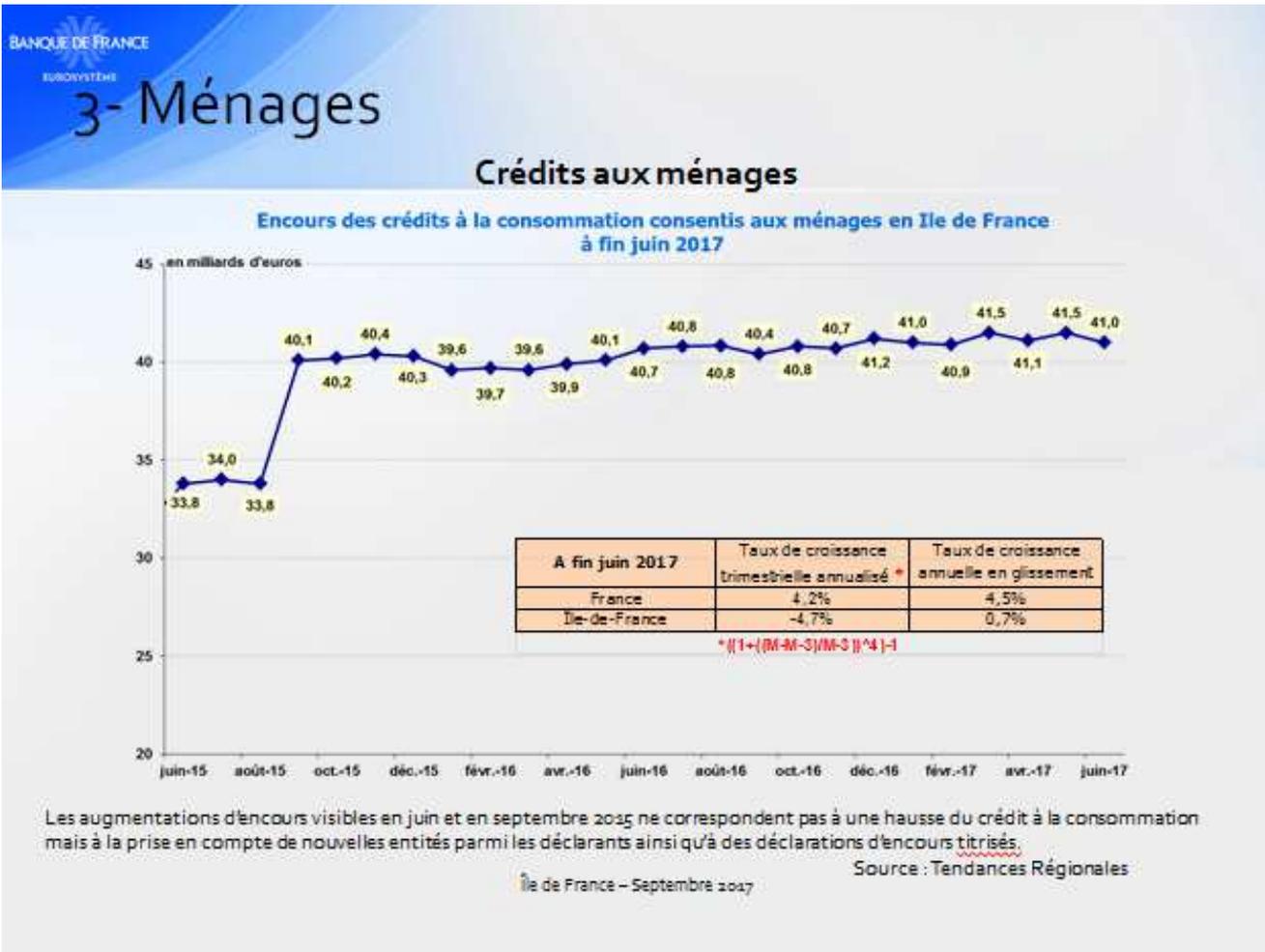
2013				2014				2015				2016				2017			
T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
9878	9975	10077	10178	10247	10308	10412	10481	10508	10722	11043	11178	11240	11338	11528	11707	11910	12121		
482	484	487	471	474	478	480	481	482	483	484	485	486	487	488	489	490	491	492	493

SEINE SAINT DENIS
EVOLUTION DES CREDITS A L'HABITAT
(base 100 - 1er trimestre 2001)



Île de France – Septembre 2017

Source : Service central des risques



3- Ménages

Surendettement des ménages

Saisines des commissions	Île-de-France		France	
	Cumul	Taux de croissance annuel	Cumul	Taux de croissance annuel
2017 (à fin août)	16 903	-7,7%	127 263	-6,5%
2016	25 954	-12,1%	196 484	-10,5%
2015	29 541	-9,6%	219 579	-5,9%
2014	32 691	-4,0%	233 315	-1,3%
2013	34 068	-7,0%	236 456	-1,2%
2012	36 630	-7,4%	239 217	-3,4%

Île de France – Septembre 2017

Source : Tendances Régionales

3- Ménages

Placement des ménages et ISBLSM

Détail des placements des ménages et ISBLSM en France
(en Mds d'euros)

	Encours		Part 2017T1 en %
	2016T4	2017T1	
Principaux placements financiers	4 764,7	4 815,6	100
Actifs liquides et non risqués	1 092,3	1 116,0	23,2
numéraire	72,6	72,2	1,5
dépôts à vue	414,4	429,2	8,9
livrets d'épargne et CEL	595,9	606,1	12,6
titres d'OPC monétaires	9,4	8,5	0,2
Autres actifs non risqués	1 970,7	1 947,0	40,4
comptes à terme	70,8	67,4	1,4
épargne contractuelle (PEL, PEP)	279,5	281,1	5,8
assurance-vie en supports euros	1 620,4	1 598,5	33,2
Actifs liquides et risqués	582,0	589,0	12,2
titres de créance	65,1	63,8	1,3
actions cotées	237,6	246,5	5,1
titres d'OPC non monétaires (y.c. FCPE)	279,3	278,7	5,8
Autres actifs risqués	1 119,7	1 163,6	24,2
actions non cotées et autres participations	819,1	850,7	17,7
assurance-vie en supports UC	300,6	312,9	6,5

Île de France – Septembre 2017

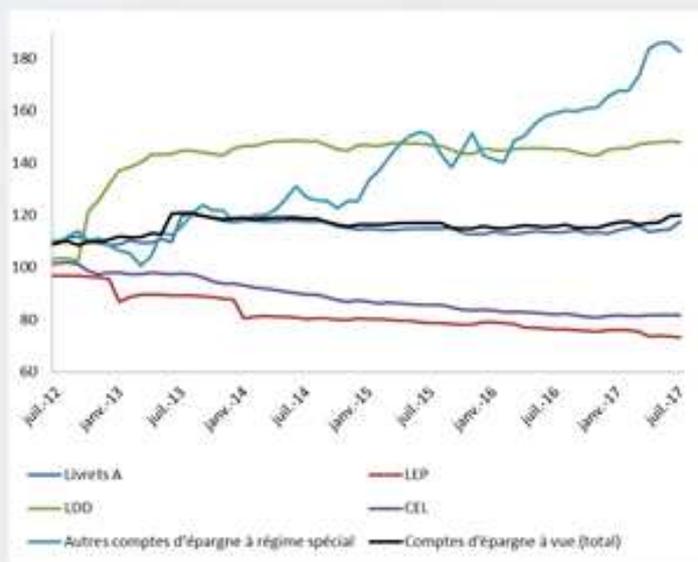
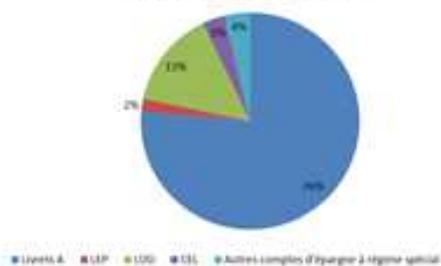
Source : Stat-Info Épargne des ménages - DGS

BANQUE DE FRANCE
 EUROSTAT
3- Ménages
Placement des particuliers

Comptes d'épargne à vue des particuliers en Ile de France

Évolution comparée des encours de comptes d'épargne à vue des particuliers (en indice, base 100 = juillet 2012)

Répartition des comptes d'épargne à vue des particuliers en juillet 2017



Source : Centralisation Financière Territoriale Ile de France – Septembre 2017



LES ENTREPRISES

DÉMOGRAPHIE DES ENTREPRISES

LES ENTREPRISES

Procédures de redressements, jugements et affaires contentieuses au
Tribunal de commerce de Bobigny



TABLEAU DE BORD DE L'ACTIVITE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
Janvier à Août 2017 (1)

ACTIVITE ECONOMIQUE			
REGISTRE DES ENTREPRISES			
Saisines directes	N	N - 1	%
Immat. Personnes physiques	377	437	-13,73
Immat. Sociétés commerciales	6 626	6 089	8,82
Modif. Personnes physiques	78	74	5,41
Modif. Sociétés commerciales	8 168	7 833	4,28
Radiation Personnes physiques	140	155	-9,68
Radiation Sociétés commerciales	1 146	1 133	1,15
TOTAL	N	N - 1	%
TOTAL saisines directes	16 535	15 721	5,18

TC93 - PROCEDURES AMIABLES ET JUDICIAIRES 2017

ALERTE DU PRESIDENT

	Procédure amiable				Procédure d'observation			ISSUE Après période d'observation					Liquidation judiciaire immédiate	Nombre d'entretiens
	Mandat ad hoc	Conciliation	Total	Sauvegarde	Redressement judiciaire	Total	Liquidation judiciaire	Plan de continuation	Plan de cession	Plan de sauvegarde	Liquidation judiciaire			
												(en nombre)		
Janvier	1	0	1	0	10	10	6	1	3	0	141	19		
Février	3	1	4	0	13	13	13	2	2	0	202	138		
Mars	3	2	5	1	8	9	15	6	3	0	212	75		
Avril	1	2	3	0	12	12	14	8	1	0	118	44		
Total	8	5	13	1	43	44	48	17	9	0	673	276		
Mai	6	3	9	1	14	15	8	3	0	0	213	51		
Juin	0	1	1	0	17	17	9	7	3	1	223	36		
Juillet	0	0	0	1	7	8	2	3	0	3	152	70		
Août	1	2	3	0	9	9	11	1	0	0	5	30		
Total	7	6	13	2	47	49	30	14	3	4	593	187		
Septembre			0			0								
Octobre			0			0								
Novembre			0			0								
Décembre			0			0								
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
TOTAL	15	11	26	3	90	93	78	31	12	4	1266	463		

Tribunal de commerce de : **Bobigny**

années 2016 et 2017	procédures de redressement et liquidation judiciaire + sauvegarde		affaires contentieuses				référés affaires terminées	injonctions de payer	ordonnances sur requêtes	
	judgements d'ouverture	clôtures des	affaires nouvelles	affaires terminées	affaires en cours	durée des affaires terminées (***)			président	juge commissaire
période	tous jugements	(*)		autres	total					
déc-16	206	194	134	114	128	936	54	1 122	375	690
année 2016	2 190	1 987	1 865	1 542	1 751	936	528	8 919	9 833	7 131
janv-17	155	141	164	202	216	875	41	482	1 771	675
févr-17	216	202	2	145	163	855	53	414	713	607
mars-17	222	212	352	103	127	848	62	1 158	722	1 454
avr-17	134	119	152	168	190	824	51	454	547	1 982
mai-17	230	213	180	136	151	797	47	387	379	425
juin-17	244	223	203	124	142	787	57	1 141	775	521
juil-17	94	85	170	93	96	748	26	466	214	447
août-17	86	71	183	6	104	742	17	326	159	327
sept-17										
oct-17										
nov-17										
déc-17										
année 2017	1 381	1 043	1 203	853	1 189	0	354	4 828	5 280	6 438

(*) clôtures : clôtures de liquidation judiciaire et de plan de redressement

(**) jugement au fond : acceptation partielle ou totale de la demande, rejet

LE TISSU ECONOMIQUE ARTISANAL DE LA SEINE-SAINT-DENIS



Deux critères définissent l'entreprise artisanale :

- **La nature de son activité** : l'entreprise doit exercer une activité professionnelle de production, de réparation, de transformation ou de prestation de services qui figure sur une liste établie par le décret d'avril 1998.
Il y a quatre grandes catégories d'activités : l'alimentation, le bâtiment, la fabrication et les services.
- **Sa taille** : l'entreprise doit employer moins de 10 salariés au moment de sa création. Le droit de suite lui permet, toutefois, de garder son rattachement au secteur des métiers au-delà du seuil de 10 salariés.

Toute entreprise de moins de 10 salariés dont l'activité relève du champ de l'artisanat doit être immatriculée au Répertoire des Métiers tenu par la Chambre de Métiers et de l'Artisanat.

Le tissu économique artisanal de la Seine-Saint-Denis au 1^{er} semestre 2017

Le Répertoire des Métiers enregistre une croissance de 7 % sur les 12 derniers mois, elle représente **27 181 entreprises artisanales**.

Relevés semestriels des immatriculations et des radiations

	1 ^{er} sem. 2012	1 ^{er} sem. 2013	1 ^{er} sem. 2014	1 ^{er} sem. 2015	1 ^{er} sem. 2016	1 ^{er} sem. 2017	Variations 1 ^{er} S 2016/2017	Auto-entrepreneurs 1 ^{er} S 2017
Immatriculations	2 754	1 726	1 591	2 097	2 352	2 305	-5,6%	842
Radiations	1 573	2 830	1 528	1 536	2 313	935	-60%	312

Toutes les sociétés relevant du secteur artisanal sont informées par le Greffe du tribunal de commerce de leur obligation d'immatriculation au Répertoire des Métiers, de plus les contrôles journaliers dans le cadre du CODAF ont de réels effets sur les immatriculations des entreprises artisanales et la vérification des compétences professionnelles exigées pour exercer certains métiers.

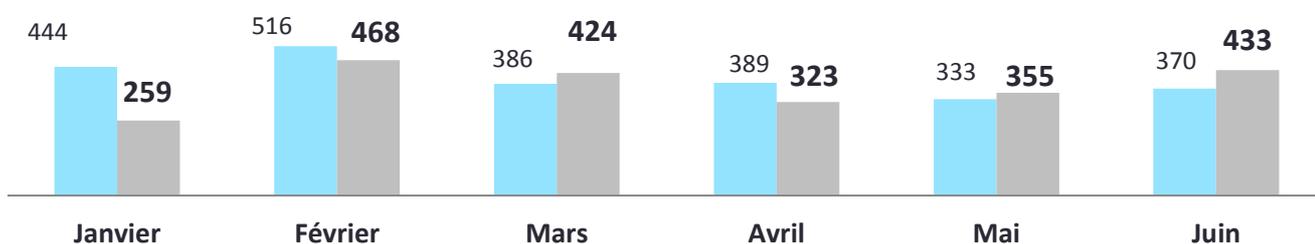
La création sous le régime de l'auto-entrepreneur (micro entreprise)

Immatriculations Auto-entrepreneurs 1 ^{er} S 2016	Variation 1S 2016 1S 2017	% Auto-entrepreneurs sur les immatriculations du 1 ^{er} S 2017
842	+ 11 %	36, 50%

Comparé avec le 1^{er} semestre 2016, le statut micro entreprise perd de l'importance au profit du statut des sociétés.

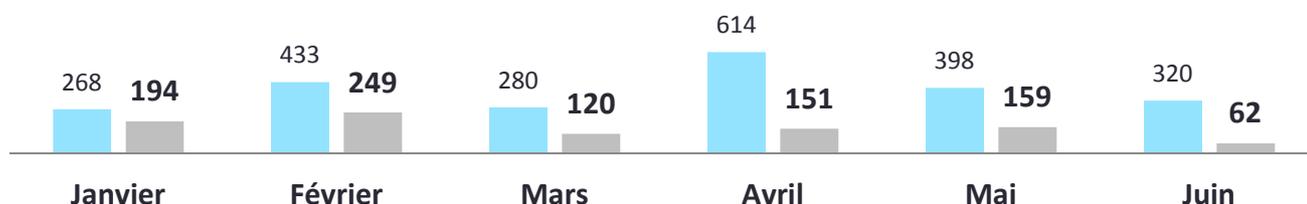
Evolution des immatriculations

■ 2016 ■ 2017



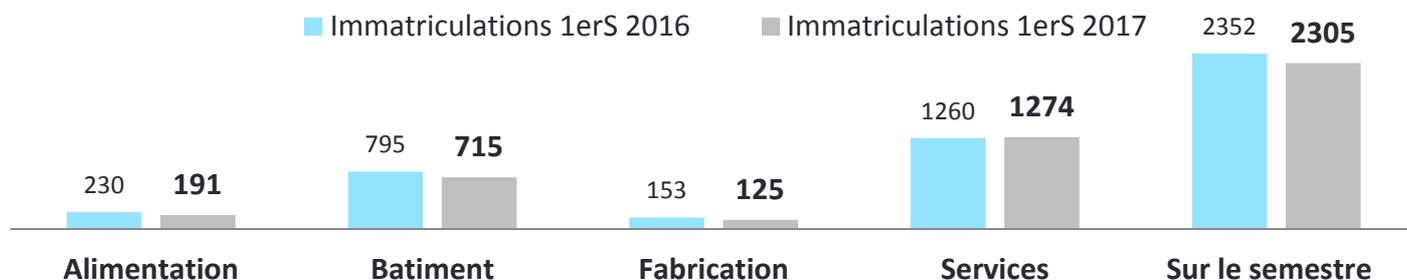
Evolution des radiations

■ 2016 ■ 2017



Créations par secteurs d'activités

■ Immatriculations 1erS 2016 ■ Immatriculations 1erS 2017



Défaillances par secteurs d'activités

■ Défaillances 1er S 2016 ■ Défaillances 1er S 2016



TABLEAU DE BORD ÉCONOMIQUE DE LA SEINE-SAINT-DENIS – Octobre 2017

	Défaillances 1 ^{er} S 2016	Défaillances 1 ^{er} S 2017
Alimentation	236	78
Bâtiment	1120	357
Fabrication	199	62
Services	758	438
Sur le semestre	2313	935

	Immatriculations 1 ^{er} S 2016	Immatriculations 1 ^{er} S 2017
Alimentation	230	191
Bâtiment	795	715
Fabrication	153	125
Services	1260	1274
Sur le semestre	2438	2305

Note de conjoncture - fin septembre 2017

En septembre les immatriculations sont en progrès de 7, 54 %, pour atteindre le volume de 3 537 entreprises. Signalons la part des auto-entrepreneurs (micro entreprises), 34 % des créateurs ont choisi le statut de l'auto entreprise, c'est une des conséquences du poids dominant des VTC.

Dans le même temps, les défaillances d'entreprises ont chuté de 58 % ; les auto- entrepreneurs se situent à 34 % du volume global des radiations, nous ne pouvons que constater que les microentreprises ont une durée de vie égale aux autres formes juridiques des entités économiques.

Dans les immatriculations, la catégorie Services devient dominante avec une augmentation + 40 % sur les 9 derniers mois. Le secteur du bâtiment ne représente plus que 29 % des créations avec tout de même un montant de près de 1 000 nouvelles activités, il en a perdu un peu moins de 500 pour la période similaire.

Actuellement, les Taxis et VTC représentent 24 % du tissu artisanal établi à 28 058 entreprises en activité sur le département. Fin septembre, il se compose notamment de 4 513 Taxis et de 2 591 VTC.

En effet, 66 % des nouvelles entreprises créées depuis le début de l'année sont soit des Taxis soit des VTC, contre 16 % en 2016. Pour ces deux métiers, depuis juin, les dirigeants doivent passer un examen écrit et une épreuve de conduite, la CMA est centre d'examen.

Evolution des Immatriculations : en hausse, à signaler que 66 % des nouveaux chefs d'entreprises ont suivi une formation spécifique pour futurs dirigeants (2 363).

Les radiations sont nettement en chute (-58 %)

Créations par secteurs d'activité : 475 Taxis (451 en 2016), 1044 VTC (783 en 2016)

Défaillance par secteurs d'activités, rien de significatif.

LA CREATION D'ENTREPRISES



Source APCE – création et reprise

Création d'entreprise	2015	2016	Evolution
Ile-de-France	143 627	162 153	+12,9%
Seine-Saint-Denis	17 415	19 424	+11,5%

La tendance : le département a repris le leadership devant les Hauts de Seine

Création d'entreprise	Janvier-juillet 2016	Janvier-juillet 2017	Evolution
Ile-de-France	94 784	101 844	+7,4%
Seine-Saint-Denis	11 413	12 862	+12,7%

Source CCI Paris IDF

4 446 immatriculations à la CCI Seine-Saint-Denis en croissance de 6,34 % sur janvier/juillet 2016.

Les radiations augmentent aussi de 7,76 % (1 597).

Part des sociétés : 72,5 %

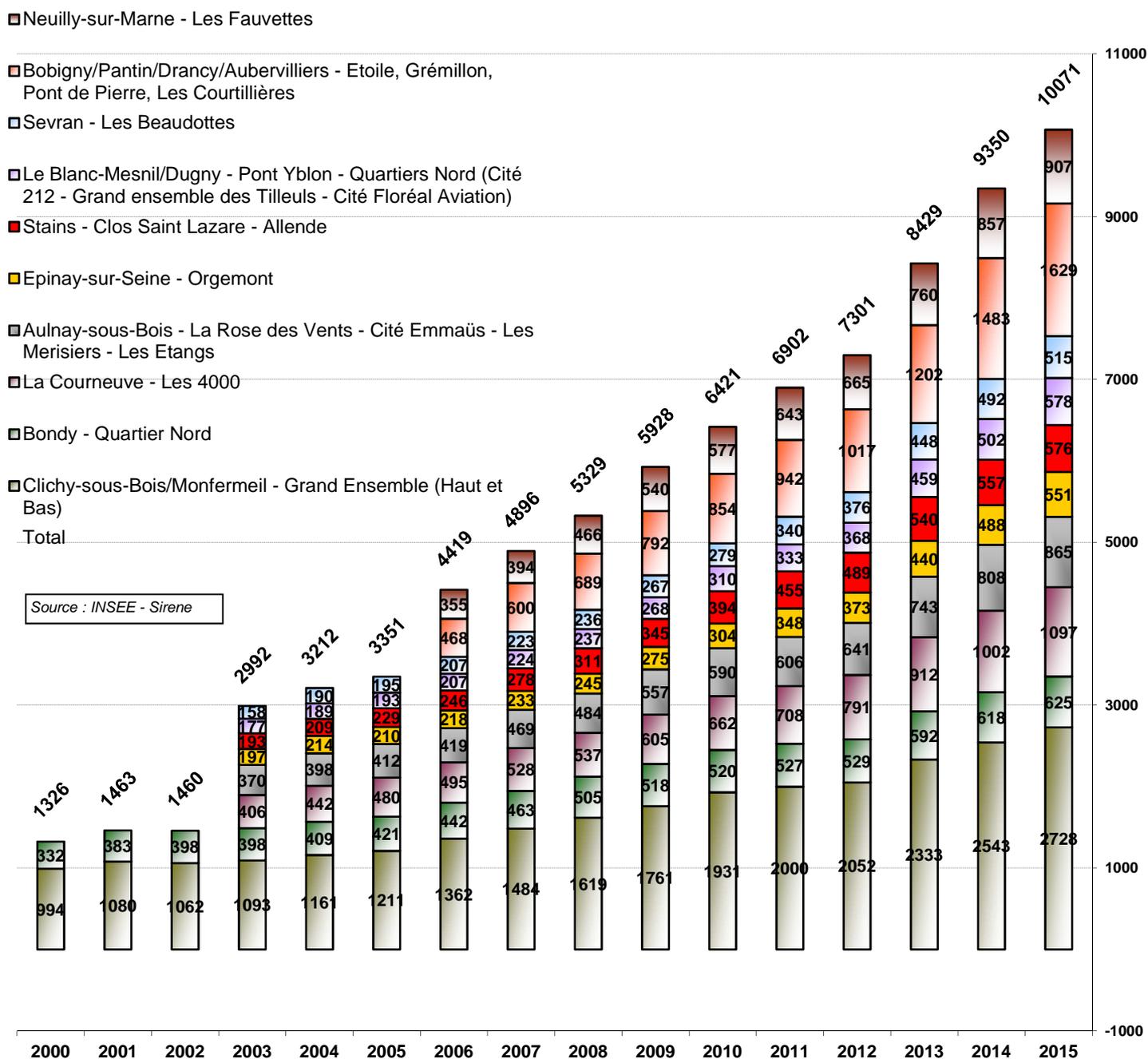
Quasi stabilité des dossiers ACCRE traités par la Chambre de commerce et d'industrie (1 036).

Les « ZFU – territoires entrepreneurs »



Année 2017

Evolution et répartition du nombre d'établissements en ZFU



2^{ème} semestre 2016

En 2016, les dix zones franches urbaines de Seine-Saint-Denis représentent un vivier de **10 426 établissements**, soit une augmentation de 7,5 % par rapport à l'année 2015.

Les ZFU-Territoires Entrepreneurs de Seine-Saint-Denis, malgré un taux de croissance inférieur à celui enregistré l'année dernière (10,5 %), ont enregistré une progression du stock d'établissements de 7,5 %, confirmant ainsi leur dynamisme économique.

Les ZFU-Territoires Entrepreneurs du Blanc-Mesnil / Dugny et d'Epinais-sur-Seine sont les territoires ayant le plus fortement contribué à cette forte croissance du stock d'établissements comptabilisés sur les 10 ZFU-Territoires Entrepreneurs de notre département avec des hausses respectives de 14,8 % et 12,5 %.

En termes d'effectifs, les données chiffrées mettent en exergue un nombre faible de salariés par établissement, comme en atteste le tableau ci-dessus.

83 % des établissements situés en ZFU de Seine-Saint-Denis comptent moins de 9 salariés

1^{ère} tendances semestre 2017

Mars 2017

578 C'est le nombre d'implantations d'entreprises enregistrées dans les 10 ZFU – Territoires Entrepreneurs de Seine-Saint-Denis au cours de l'année 2016, soit une augmentation de 18,4 % par rapport à 2015. A lui seul, le secteur d'activité du commerce de détail représente un quart des installations comptabilisées.

Source : CCI Seine-Saint-Denis – Données CFE

Juin 2017

77 243 C'est le plafond d'exonération de CFE applicable pour les activités commerciales dans les Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville ainsi qu'aux changements d'exploitants dans les zones franches urbaines-territoires entrepreneurs [ZFUTE] en 2017.

Source : DGFIP

LA VIE DES ENTREPRISES EN SEINE-SAINT-DENIS

Le commerce extérieur de la Seine-Saint-Denis

Le chiffre d'affaires des entreprises

Les recettes de TVA

Les recettes d'Impôt sur les sociétés

LE COMMERCE EXTERIEUR DE LA SEINE-SAINT-DENIS

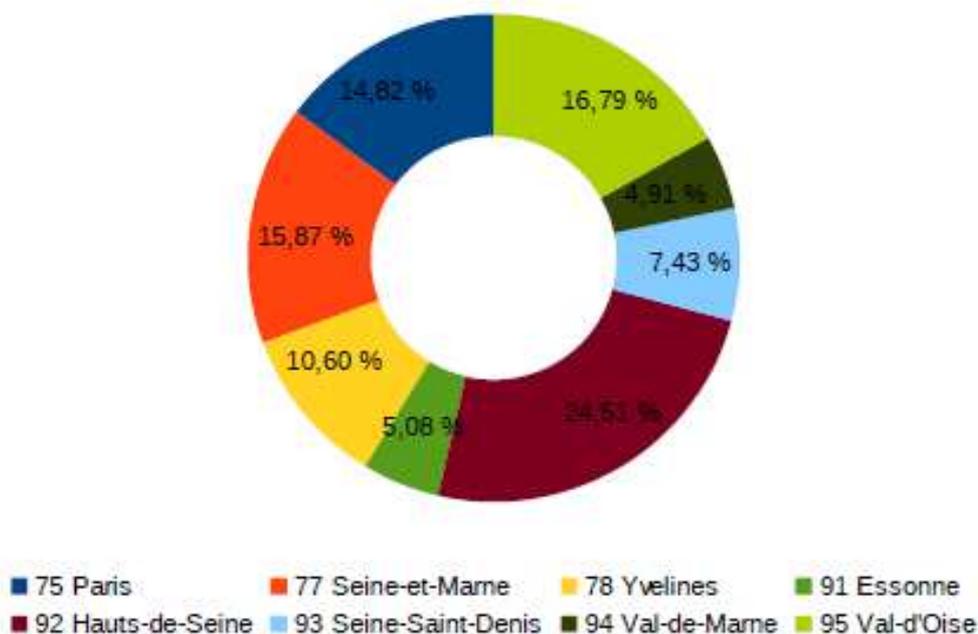
source: "Le Kiosque" Douanes

STATISTIQUES DU COMMERCE EXTERIEUR
SEINE-SAINT-DENIS
période 1er semestre 2017

EXPORTATIONS 1^{er} SEMESTRE 2017 EN MILLIONS D'€

	DEPARTEMENTS	VALEUR EXPORT	%
75	Paris	6646	14,8
77	Seine-et-Marne	7119	15,8
78	Yvelines	4755	10,6
91	Essonne	2278	5
92	Hauts-de-Seine	10992	24,5
93	Seine-Saint-Denis	3333	7,4
94	Val-de-Marne	2203	5
95	Val-d'Oise	7530	16,8

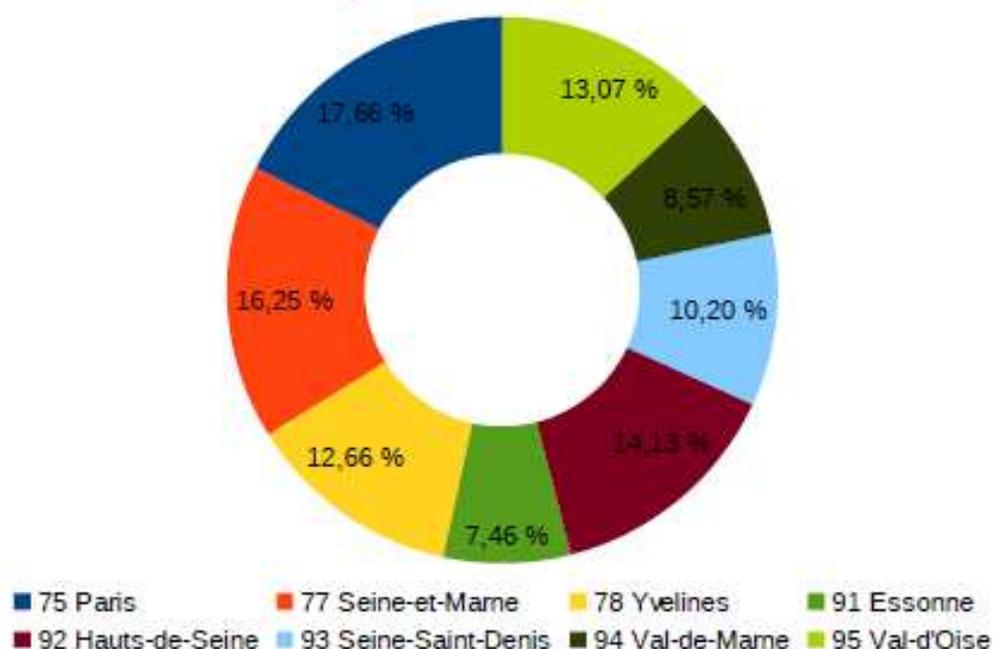
Part des exportations au sein de l'Ile de France



IMPORTATIONS 1^{er} SEMESTRE 2017 EN MILLIONS D'€

	DEPARTEMENTS	VALEUR IMPORT	%
75	Paris	12640	17,6
77	Seine-et-Marne	11630	16,2
78	Yvelines	9062	12,6
91	Essonne	5341	7,5
92	Hauts-de-Seine	10116	14,1
93	Seine-Saint-Denis	7303	10,2
94	Val-de-Marne	6131	8,6

Part des importations au sein de l'Ile de France



Part du département dans le commerce global de la région :

7,4 % à l'export et 10,2 % à l'import. Chiffres en légère évolution par rapport au second semestre 2016 (7,9 % à l'export et une augmentation en ce qui concerne l'import 9,1 % en 2016).

La Seine -Saint-Denis occupe une place stable dans les échanges de la région. Rappelons que l'Ile-de-France représente : 19,3 % des exportations 26,7 % des importations de la France.

Des effets de structure :

Dans certains cas, le département indiqué sur les documents douaniers reprend celui de stockage et non forcément celui d'expédition (à l'exportation), de consommation ou d'utilisation (à l'importation). Ainsi, sans en être originaires ou à destination, des flux sont attribués aux régions possédant d'importantes plates-formes logistiques d'échanges commerciaux (aéroports, ports, entrepôts) : c'est notamment le cas pour les produits pétroliers.

Diffusion de la brochure et mise à jour des statistiques régionales :

Les statistiques régionales sont disponibles selon une périodicité trimestrielle, mais elles sont néanmoins mises à jour chaque mois. Ainsi, lors de la diffusion des résultats nationaux du mois de février, la période disponible la plus récente des statistiques régionales reste le dernier trimestre complet, soit le 4^{ème} trimestre de l'année précédente, mis à jour des enrichissements et corrections.

Cette publication est réalisée une fois par trimestre sur la base des résultats du dernier mois disponible (exemple : mars pour le 1^{er} trimestre, décembre pour le 4^{ème} trimestre...). Les chiffres présentés dans la brochure (non mis à jour) peuvent donc être légèrement différents des statistiques obtenues par ailleurs (site Internet, demandes particulières, ...) qui sont, elles, actualisées chaque mois.

Cas particulier de l'électricité et du gaz naturel :

A compter de janvier 2005 (janvier 2006 dans le cas précis des échanges avec la Suisse), l'évolution de la législation communautaire du marché de l'énergie entraîne des conséquences pour la comptabilisation des échanges d'électricité (par ligne haute tension) et de gaz naturel (par gazoduc) : ces flux sont attribués au département de PARIS (75), et non aux départements effectivement producteurs (à l'exportation) ou aux départements consommateurs/frontaliers (à l'importation).

L'attention est donc appelée sur la spécificité des échanges de produits énergétiques de la région Ile-de-France et du département de Paris.

EVOLUTIONS DES ECHANGES SUR 3 ANS

Date	Export	Import	Solde
4 derniers trimestres	7010	13866	-6856
2016	6699	12621	-5922
2015	6124	11968	-5844

Seine-Saint-Denis : Echanges CAF-FAB hors matériel militaire
Données de collecte, brutes en millions d'euros

EXPORTATIONS (millions d'€)

DATE	3T2016 - 2T2017 (cumul des 4 derniers trimestres)	Année 2016	Année 2015
Total	7009	6699	6123
Produits agricoles, sylvicoles, de la pêche et de l'aquaculture	3	3	3
Hydrocarbures naturels, autres produits des industries extractives, électricité, déchets	130	104	97
Produits des industries agroalimentaires (IAA)	80	73	76
Produits pétroliers raffinés et coke	17	16	19
Équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique	1265	1209	1219
Matériels de transport	1694	1655	1303
Autres produits industriels	3746	3549	3308
Produits divers	74	89	99

NB : « Autres produits industriels »= Textile, habillement + Bois, papier, carton. + Pds chimique, parfums, cosmétiques + Pds pharmaceutiques + Pds caoutchouc et plastique, pds minéraux divers + Pds métallurgiques + Pds manufacturés divers.

L'ensemble des industries manufacturières représente 97 % des exportations totales (7009 millions d'€) hors matériels militaires. Ratio stable par rapport au S2-2016.

IMPORTATIONS (millions d'€)

DATE	3T2016 - 2T2017 (cumul des 4 derniers trimestres)	Année 2016	Année 2015
Total	13866	12621	11968
Produits agricoles, sylvicoles, de la pêche et de l'aquaculture	92	68	65
Hydrocarbures naturels, autres produits des industries extractives, électricité, déchets	11	11	10
Produits des industries agroalimentaires (IAA)	445	450	418
Produits pétroliers raffinés et coke	4	4	4
Équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique	3131	2905	3113
Matériels de transport	4341	3373	2673
Autres produits industriels	5743	5694	5583
Produits divers	100	115	102

L'ensemble des industries manufacturières représente 96 % des importations totales (13 866 millions d'€) hors matériels militaires, en légère baisse par rapport au S2-2016 (98,5 %)

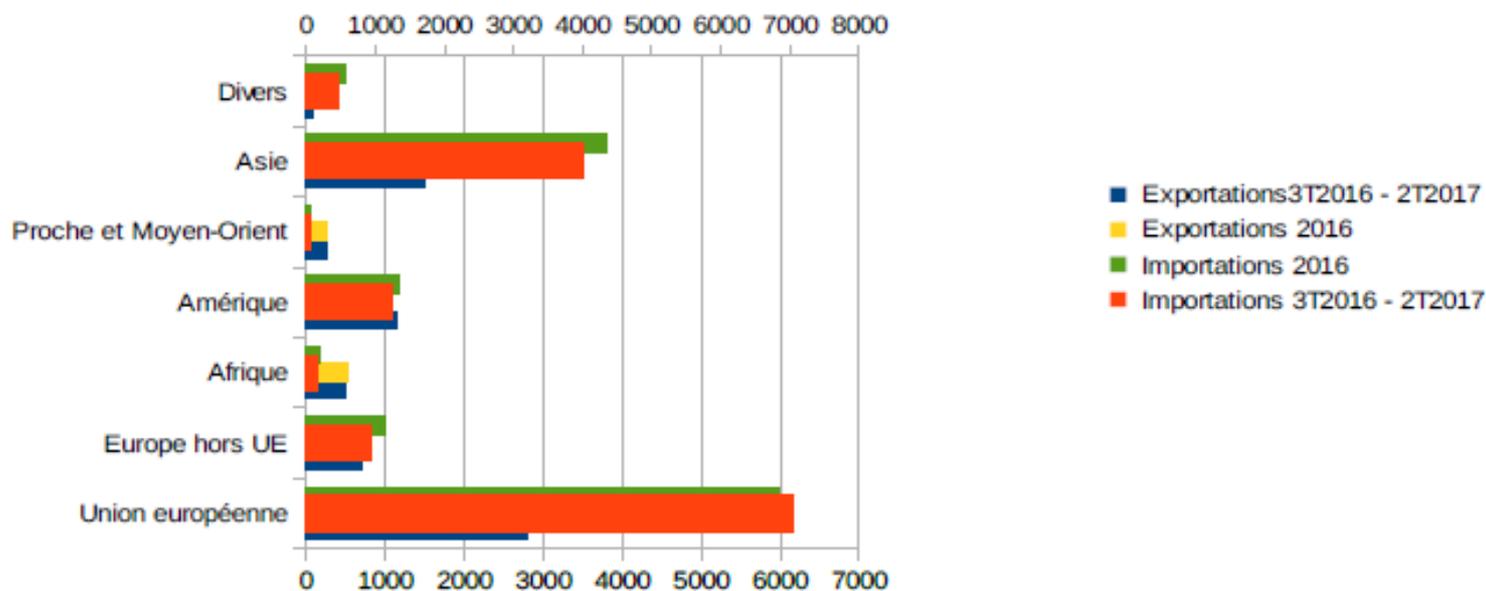
On constate une hausse tant au niveau des importations que des exportations durant ces 4 derniers trimestres qui se traduit par un solde négatif ...

- A l'exportation 3 secteurs se détachent : Matériel de transport (1694m€), Equipements mécaniques (1265m€ et autres produits industriels (3746 m€ dont : textile-habillement-cuir-chaussures qui occupent la 1^{ère} place avec 2270 m€, suivi ensuite par les produits chimiques, cosmétiques, parfums 388 m€).

- A l'importation, on retrouve ces 3 mêmes secteurs. Au sein du groupe « autre produits industriels » les produits - textile-habillement-cuir-chaussures qui occupent la 1^{ère} place avec 2467 m€, vient ensuite le secteur pharmaceutique 1218 m€).

STRUCTURES DES ECHANGES PAR ZONE

ZONES	3T2016 - 2T2017					Année 2016				
	Exportations	%	Importations	%	SOLDE	Exportations	%	Importations	%	SOLDE
Total	7009		13866		-6857	6699		12621		-5922
Union européenne	2790	39,8	7036	50,7	-4246	2659	39,7	5969	47,2	-3310
Europe hors UE	713	10	933	7	-220	741	11,1	986	7,8	-245
Afrique	505	7	169	1,2	336	521	7,8	166	1,3	355
Amérique	1157	16,5	1219	8,8	-62	1044	15,6	1167	9,2	-123
Proche et Moyen-Orient	269	4	42	0,3	227	252	3,7	38	0,3	214
Asie	1507	21,5	3995	28,8	-2488	1419	21,2	3805	30,15	-2386
Divers	68	1	472	3,4	-404	63	0,9	492	4	-429



Durant les 4 derniers trimestres les zones d'échanges n'ont pas évolué, nos partenaires commerciaux des pays tiers sont l'Amérique, l'Asie, l'Afrique, le Proche et Moyen Orient. La Chine reste notre plus important exportateur (textiles, équipement électro-ménager, électronique et informatique.)

L'UE et autres pays demeurent le 1^{er} partenaire en matière d'échange, les Etats membres historiques figurent au premier plan.

LA TVA ET L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

Le chiffre d'affaires déclaré par les entreprises

Les données relatives au chiffre d'affaires sont celles que les entreprises portent sur les déclarations de TVA qu'elles sont tenues de déposer. Elles intègrent les entreprises implantées en Seine-Saint-Denis gérées par la Direction des Grandes Entreprises (DGE).

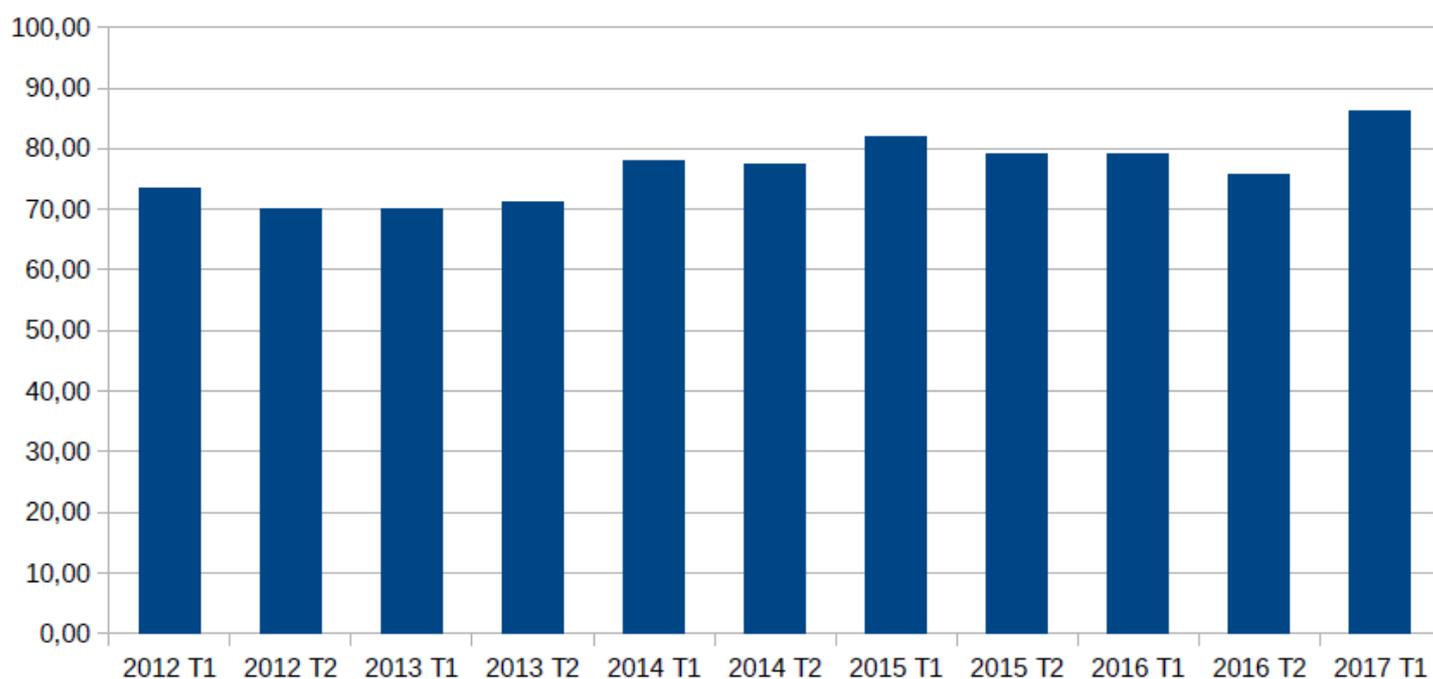
Évolution du chiffre d'affaires déclaré en Seine-Saint-Denis

Au cours du premier semestre 2017, le chiffre d'affaires déclaré par les entreprises implantées en Seine-Saint-Denis a progressé de 13,8 % par rapport au semestre précédent, pour s'établir à 86,26 milliards d'euros.

Au regard des résultats du premier semestre 2016, on constate que le chiffre d'affaires déclaré au deuxième semestre précédent avait marqué un net recul (-4,3%). La comparaison des premiers semestres 2016 et 2017 fait d'autant ressortir la croissance sur 12 mois puisque la progression atteint 8,9 % par rapport au chiffre d'affaires cumulé au 30 juin 2016 dans le département.

Le chiffre d'affaires enregistré au cours du semestre écoulé représente une progression de plus de 14 % par rapport à la moyenne des 5 dernières années.

CA déclaré semestriel - Seine-Saint-Denis (M€)



Répartition du chiffre d'affaires par secteurs d'activité

Les principaux secteurs en termes de chiffre d'affaires restent :

Secteur d'activité	Poids relatif	Evolution sur 6 mois (CA)	Evolution sur 12 mois (CA)
Commerce et réparation d'automobiles	27,42%	4,87%	0,83%
Transport et entreposage	21,17%	6,02%	4,91%
Industrie manufacturière	16,91%	12,98%	14,57%
Activit. de serv. administratifs et de soutien	10,37%	39,63%	21,32%
Construction	6,02%	16,47%	2,67%

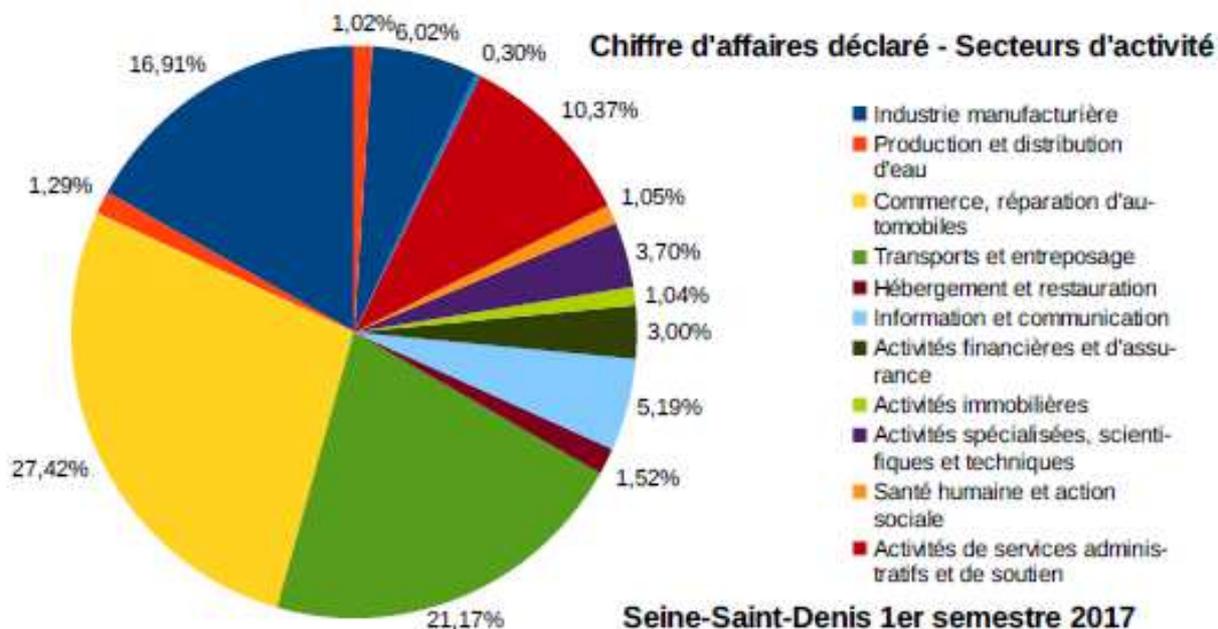
Si ces cinq secteurs d'activité représentaient, dans des proportions stables, 83 % du chiffre d'affaires annuel déclaré par les entreprises implantées dans le département, leur poids relatif dans les chiffres relevés au cours du premier semestre recule de deux points en raison de la croissance globale, parfois très accentuée, de tous les secteurs d'activités au cours des 12 derniers mois :

- Production et distribution d'eau : + 158 %
- Activités spécialisées, scientifiques et techniques : +30,6 %
- Activités financières et d'assurance : +18,6%
- Hébergement et restauration : + 14,8 %

Le **secteur des activités de services administratifs et de soutien** connaît une croissance appuyée (+21,3 % sur 12 mois) en valeur absolue et de son poids relatif dans le chiffre d'affaires déclaré en Seine-Saint-Denis qui peut témoigner à la fois d'une reprise d'activité des entreprises* et de la place croissante des fonctions supports dans l'économie du département.

Il représentait 5 % du chiffre d'affaires déclaré dans le département au 1er semestre 2012, pour une valeur de 3,68 milliards d'euros contre 10,37 % au cours du semestre écoulé pour une valeur de 8,95 milliards d'euros.

*Ce secteur comprend notamment les services de location de biens, machines et services auxquels font appel les entreprises pour leur activité. Sa croissance est à rapprocher de celui des activités financières et d'assurance, d'information et communication et des autres activités de services dont le CA progresse de 30 % sur 12 mois.



Comparaison régionale

Chiffre d'affaires déclaré – Seine-Saint-Denis et Région Île-de-France				
Période	Seine-Saint-Denis		Région IDF	
Cumul 12 mois glissant 30/06/2015	159 273 013 628 €	12,89%	2 208 276 927 420 €	-3,97%
Cumul 12 mois glissant 30/06/2016	158 243 059 914 €	-0,65%	2 281 005 909 495 €	3,29%
Cumul 12 mois glissant 30/06/2017	162 051 376 937 €	2,41%	2 316 254 939 703 €	1,55%
2 ^e semestre 2016	75 793 125 435 €	13,81%	1 090 049 035 251 €	12,49%
1 ^{er} semestre 2017	86 258 251 502 €		1 226 205 904 452 €	
1 ^{er} semestre 2016	79 183 263 677 €	8,93%	1 151 850 603 451 €	6,47%
1 ^{er} semestre 2017	86 258 251 502 €		1 226 205 904 452 €	

La part de la Seine-Saint-Denis dans le chiffre d'affaires déclaré par les entreprises implantées en Île-de-France reste stable (7 %) mais on relève que le volume enregistré dans le département au cours du premier semestre a cru de manière plus accentuée qu'au niveau régional, rattrapant ainsi le recul plus marqué du deuxième semestre.

Les recettes de TVA

Ces données n'intègrent pas le recouvrement de la TVA due par les entreprises gérées par la Direction des Grandes Entreprises (DGE).

TVA – Recouvrement – Seine-Saint-Denis et Région Île-de-France (hors DGE)				
Période	Seine-Saint-Denis		Région IDF	
Cumul sur 12 mois au 30/06/2015	3 076 140 119 €	2,95%	37 812 643 576 €	3,68%
Cumul sur 12 mois au 30/06/2016	3 286 707 561 €	8,85%	40 703 483 961 €	7,65%
Cumul sur 12 mois au 30/06/2017	3 201 736 421 €	-2,59%	41 552 554 887 €	2,09%
2 ^e semestre 2016	1 591 699 052 €	1,15%	20 101 872 544 €	6,71%
1 ^{er} semestre 2017	1 610 037 369 €		21 450 682 343 €	
1 ^{er} semestre 2016	1 594 569 937 €	0,97%	20 572 076 838 €	4,27%
1 ^{er} semestre 2017	1 610 037 369 €		21 450 682 343 €	

En Seine-Saint-Denis, au cours du semestre écoulé, le montant des recouvrements de TVA a atteint 1,6 M€.

Si la progression est moindre qu'au niveau régional, on peut toutefois noter qu'à l'inverse de la tendance observée depuis plusieurs années (aux niveaux départemental et régional), le premier semestre traduit une progression alors que les recouvrements de TVA sont habituellement plus importants au second semestre.

Au niveau régional, les recettes de TVA progressent sur 12 mois de 4,2 % malgré un deuxième semestre 2016 marqué par le recul (-2,3 %).

Comparaison régionale sur douze mois glissants.

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) – Recouvrement au 30/06 sur 12 mois glissants – Région Île-de-France (hors DGE)							
	30/06/2014	30/06/2015	30/06/2016	30/06/2017	Evolution 2014/2017	Evolution 2016/2017	Poids relatif au 30/06/2017 sur 12 mois
Paris	13 823 858 734 €	14 419 160 218 €	15 582 950 884 €	15 994 954 760 €	15,71%	2,64%	38,49%
Seine-et-Marne	2 228 939 297 €	2 271 253 375 €	2 389 565 887 €	2 411 125 330 €	8,17%	0,90%	5,80%
Yvelines	3 067 879 944 €	2 992 858 075 €	3 203 109 354 €	3 374 332 090 €	9,99%	5,35%	8,12%
Essonne	2 354 146 170 €	2 483 249 165 €	2 885 935 977 €	2 854 932 759 €	21,27%	-1,07%	6,87%
Hauts-de-Seine	7 528 692 776 €	7 939 507 101 €	8 525 773 914 €	8 723 833 164 €	15,87%	2,32%	20,99%
Seine-Saint-Denis	2 987 984 566 €	3 076 140 119 €	3 286 707 561 €	3 201 736 421 €	7,15%	-2,59%	7,71%
Val-de-Marne	2 473 447 851 €	2 501 472 991 €	2 647 557 223 €	2 756 583 109 €	11,45%	4,12%	6,63%
Val d'Oise	2 004 184 080 €	2 129 002 531 €	2 181 883 180 €	2 235 057 254 €	11,52%	2,44%	5,38%
RIF	36 469 133 238 €	37 812 643 576 €	40 703 483 961 €	41 552 554 887 €	13,94%	2,09%	100,00%

Les recettes d'impôt sur les sociétés

Ces données n'intègrent pas le recouvrement de l'impôt sur les sociétés dû par les entreprises gérées par la Direction des Grandes Entreprises (DGE).

Impôts sur les sociétés (IS) – Recouvrement au 30/06 sur 12 mois glissant – Région Île-de-France (hors DGE)

	30/06/14	30/06/15	30/06/16	30/06/17	Evolution 2014/2017	Evolution 2016/2017	Poids relatif au 30/06/2017 sur 12 mois
Paris	5 014 913 183	5 284 047 607	5 655 819 966	5 777 754 783	15,21%	2,16%	51,87%
Seine-et-Marne	498 808 764	482 224 366	462 041 675	468 567 525	-6,06%	1,41%	4,21%
Yvelines	635 019 644	639 055 284	641 603 228	690 911 045	8,80%	7,69%	6,20%
Essonne	446 939 975	470 973 809	479 570 386	512 845 393	14,75%	6,94%	4,60%
Hauts-de-Seine	1 865 202 455	1 940 493 704	1 807 013 497	2 104 678 620	12,84%	16,47%	18,89%
Seine-Saint-Denis	647 129 898	608 825 002	636 120 608	593 110 098	-8,35%	-6,76%	5,32%
Val-de-Marne	555 146 927	535 298 208	539 745 653	581 119 404	4,68%	7,67%	5,22%
Val d'Oise	399 679 082	395 230 041	408 124 484	410 150 103	2,62%	0,50%	3,68%
RIF	10 062 840 026	10 354 248 021	10 630 039 498	11 139 136 967	10,70%	4,79%	100,00%

Au 30 juin 2017, les recouvrements d'Impôt sur les sociétés (IS) en Seine-Saint-Denis affichent une progression de 43 % par rapport au second semestre 2016, comparable à ce qui est constaté au niveau régional.

Cette croissance, habituelle au cours du premier semestre, s'inscrit cependant dans une tendance à l'érosion de cette ressource fiscale au niveau départemental relevée depuis plusieurs exercices, au rebours de la majorité des autres départements franciliens.

Le Crédit d'Impôts Compétitivité-Emploi (CICE)

Le Crédit d'impôt Compétitivité-Emploi (CICE).

Au premier semestre 2017, le nombre de dossiers d'entreprises implantées dans le département et ayant déposé une demande de remboursement ou d'imputation (sur IS) de crédit d'impôt Compétitivité-Emploi (CICE) au titre de l'année 2016 traités par l'administration des Finances publiques s'élevait à 7 469 pour un total de 99,2 millions d'euros.

Le nombre de dossiers traités connaît un recul de 4 % par rapport à la même date en 2016 pour un montant total d'imputations et de restitutions diminuant de 10 %.

CICE – Seine-Saint-Denis – Au 30/06*		
	2016 (CICE 2015)	2017 (CICE 2016)
Nb bénéficiaires	7 790	7 469
Restitution	5 216	5 392
Imputation	4 316	3 884
Moyenne par demande		
Restitution moyenne (€)	6 280,00 €	6 940,00 €
Imputation moyenne (€)	18 040,00 €	15 890,00 €

* Y compris les entreprises installées en Seine-Saint-Denis mais relevant de la DGE à compétence nationale.

Le délai moyen de traitement par les services départementaux est passé de 19 jours en 2016 à 17 jours en 2017.

Au niveau régional, le nombre de dossiers reste stable par rapport à la même date en 2016, pour un montant sensiblement identique.

CICE au 30/06/2017 – Seine-Saint-Denis (dont entreprises relevant de la DGE)						
	2016 (CICE 2015)		2017 (CICE 2016)		Evolution 2016/2017	
	Nb bénéficiaires	Montant (M€)	Nb bénéficiaires	Montant (M€)	Nombre	Montant
PARIS	31 579	1 228,5	31 880	1 176,0	0,95%	-4,27%
SEINE-ET-MARNE	7 485	109,1	7 332	98,5	-2,04%	-9,74%
YVELINES	8 481	136,2	8 550	141,2	0,81%	3,67%
ESSONNE	6 795	87,4	6 867	91,6	1,06%	4,78%
HAUTS-DE-SEINE	11 507	508,1	11 254	565,1	-2,20%	11,21%
SEINE-SAINT-DENIS	7 790	110,6	7 469	99,2	-4,12%	-10,34%
VAL-DE-MARNE	6 896	90,6	7 545	94,1	9,41%	3,91%
VAL-D'OISE	5 621	68,6	5 633	64,8	0,21%	-5,57%
TOTAL	86 154	2 339,1	86 530	2 330,5	0,44%	-0,37%



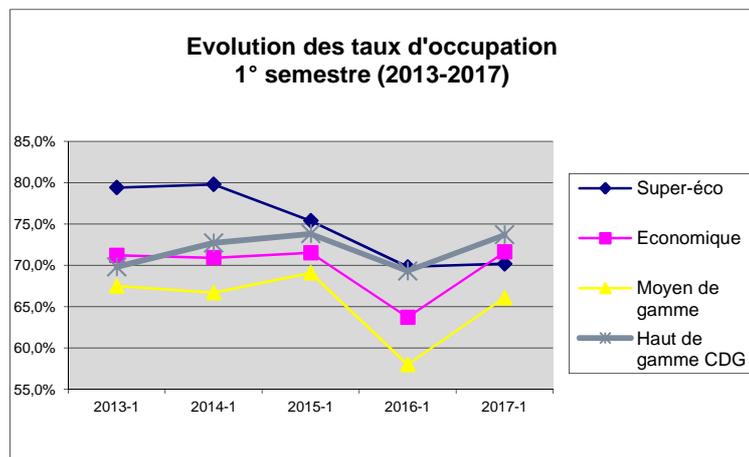
LE TOURISME ET LES EVENEMENTS D'AFFAIRES

L'activité hôtelière se redresse mais ...

L'activité hôtelière en Seine-Saint-Denis se redresse au 1^{er} semestre 2017. Mais elle ne retrouve pas son niveau d'avant crise, s'inscrivant ainsi dans la tendance observée à l'échelle du Grand Paris.

Les taux d'occupation remontent

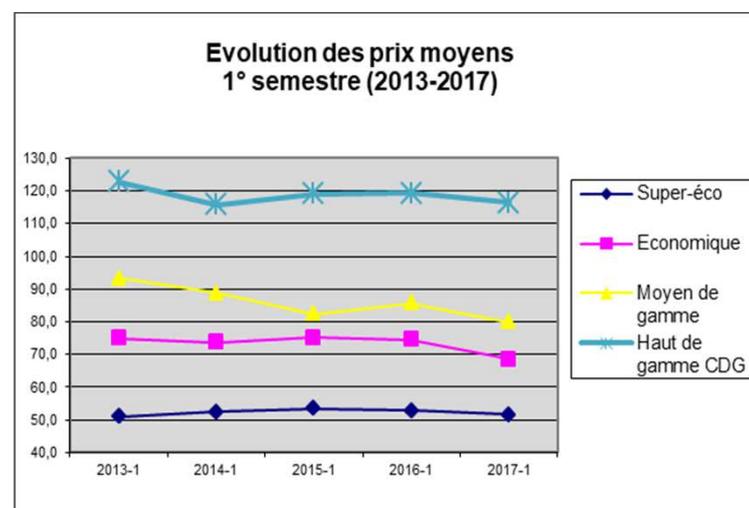
Le redressement de la fréquentation hôtelière annoncé en fin 2016 se confirme au premier semestre 2017. Il est très net pour les établissements économiques de milieu de gamme pour lesquels les taux moyens d'occupation peinent à retrouver leur niveau d'avant crise. Les établissements haut de gamme de Charles-de-Gaulle qui avaient moins soufferts le redressement sont sensibles et les taux d'occupation dépassent leur niveau d'avant crise. Par contre, la fréquentation des établissements super-économiques ne remonte pas avec un taux moyen d'occupation inférieur de 10 points à celui de 2014. On retrouve ces tendances à l'échelle du Grand Paris.



Taux d'occupation	2013-1	2014-1	2015-1	2016-1	2017-1	Evol° 2017/2016
Super-éco	79,4%	79,8%	75,4%	69,8%	70,2%	0,4%
Economique	71,2%	70,9%	71,5%	63,7%	71,6%	7,9%
Moyen de gamme	67,5%	66,7%	69,1%	58,0%	66,1%	8,1%
Haut de gamme CDG	69,8%	72,7%	73,8%	69,3%	73,7%	4,4%

Les prix moyens continuent de baisser

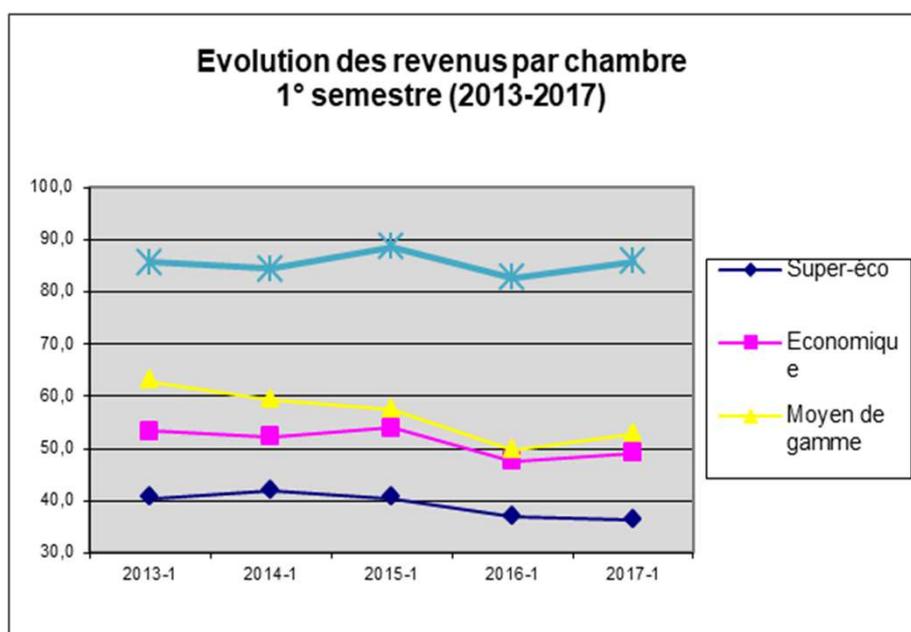
La remontée de la fréquentation semble corrélée à une baisse générale des prix moyens. Importante pour les établissements économiques et de milieu de gamme (7 à 8 %) elle est moins nette pour les établissements haut de gamme de CDG et pour les hôtels de catégorie super-économique (2.5 %). Ces choix différents opérés en matière de prix sont intéressants à observer sur une période longue. En super économique comme en haut de gamme, le prix moyen au premier semestre 2017 retrouve presque son niveau de 2014. En économique et milieu de gamme, il lui est inférieur respectivement de 7 et 10 %.



Prix moyen par chambre	2013-1	2014-1	2015-1	2016-1	2017-1	Evol° 2017/2016
Super-éco	51,0	52,3	53,5	52,9	51,6	-2,5%
Economique	74,9	73,6	75,1	74,5	68,5	-8,1%
Moyen de gamme	93,2	88,7	82,4	85,7	79,9	-6,8%
Haut de gamme CDG	122,8	115,8	119,1	119,3	116,5	-2,3%

Les revenus moyens engagent un redressement

Le revenu moyen par chambre se redresse et marque une amélioration de la situation économique de l'hôtellerie sauf en catégorie super-économique où il continue de reculer. Toutefois, après la chute sévère de 2015 et 2016, il ne retrouve son niveau de 2010 dans aucune catégorie.

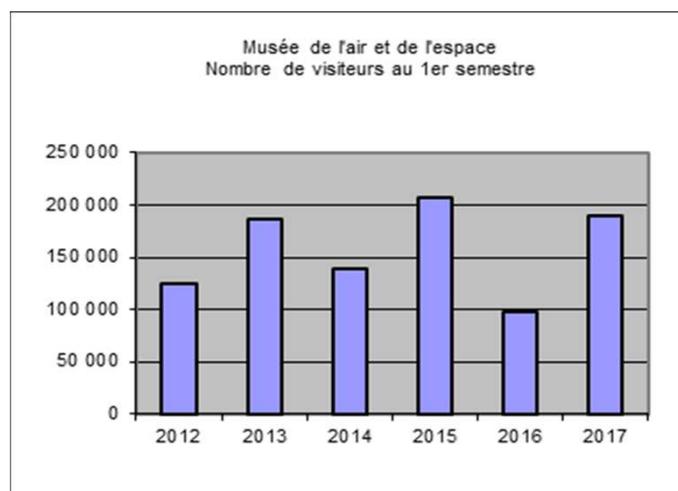


Revenu moyen par chambre	2013-1	2014-1	2015-1	2016-1	2017-1	<i>Evol° 2017/2016</i>
Super-éco	40,5	41,8	40,5	36,9	36,2	-1,9%
Economique	53,3	52,3	53,9	47,6	49,1	3,2%
Moyen de gamme	62,9	59,3	57,4	49,6	52,7	6,3%
Haut de gamme CDG	85,7	84,5	88,6	82,7	85,9	3,9%

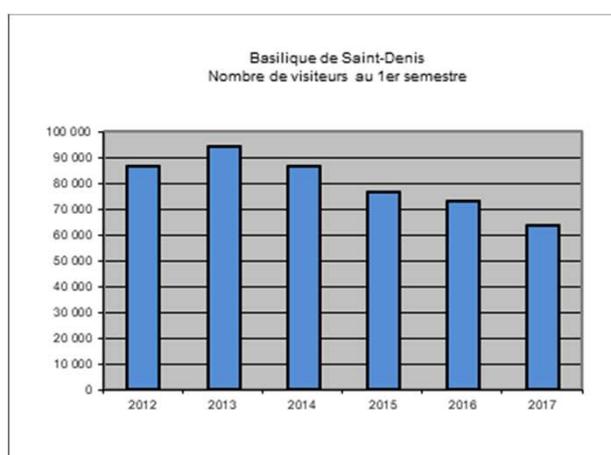
La fréquentation des principaux sites de tourisme d'agrément ne se redresse pas

Le Musée de l'air et de l'espace

Comme chaque année impaire, la semaine du salon de l'aéronautique et de l'espace gonfle la fréquentation du Musée. Salon inclus, la comparaison avec 2015 manifeste un recul de près de 9 %. Si l'on efface les visites liées au salon (97 000), la fréquentation recule de 6 % par rapport à 2016. La fermeture totale de l'aérogare historique en raison des travaux de restauration du bâtiment ampute le Musée de ses plus beaux fleurons ainsi que des activités dédiées aux enfants. Il est difficile, dans ces conditions, de donner sens à des comparaisons sur plusieurs années.



Musée de l'air et de l'espace	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Nombre de visiteurs au 1er semestre	125 326	187 054	139 324	207 322	98 478	189 371



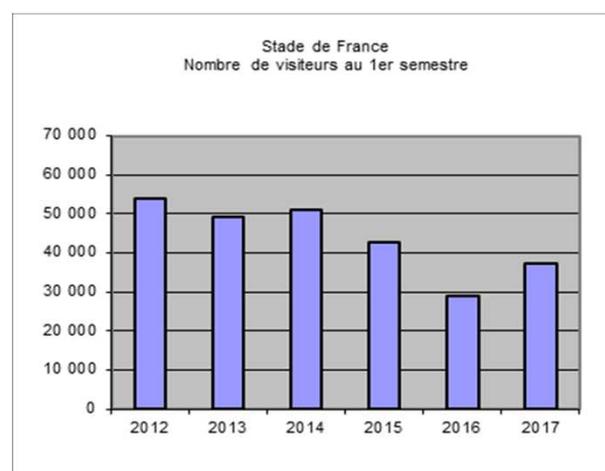
La Basilique de Saint-Denis

La fréquentation de la Basilique connaît un nouveau et important recul (13 %) sur 2016. Contrairement à 2016, la fréquentation de juillet /août, qui n'est pas incluse dans les chiffres du premier semestre est en hausse : + 13% contre une baisse 24% en 2015. Cette hausse estivale semble annoncer un retour des touristes étrangers. Alors que les mauvais chiffres du début d'année semblent traduire des difficultés avec les visiteurs franciliens que les responsables du Centre des monuments nationaux peinent à expliquer.

Basilique Saint-Denis	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Nombre de visiteurs au 1er semestre	86 350	94 229	86 612	76 448	73 055	63 341

Le Stade de France

La fréquentation des visites du Stade de France se redresse bien plus faiblement que les chiffres bruts semblent le montrer. Il faut en effet tenir compte de la fermeture totale des visites en juin 2016 du fait de l'Euro de football. Si l'on compare les chiffres de 2017 à ceux de 2015, on enregistre un recul de 12 % et la fréquentation de juillet et août confirme ce recul.



Stade de France	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Nombre de visiteurs au 1er semestre	53 851	49 106	51 027	42 590	29 102	37 467



Paris Nord
Villepinte
Un site VIPARIS

57 manifestations ont été accueillies , du 1^{er} janvier au 31 juin 2017 :

- 4 salons professionnels
- 20 événements d'entreprises (séminaires, conventions, colloques...)
- 33 autres types d'événements essentiellement les examens et les concours

482 725 visiteurs ou participants (estimation)

Salons (estimation) :

- 279 570 visiteurs dont 237 870 visiteurs étrangers
- 6 286 exposants dont 4 290 exposants étrangers

Événement d'entreprises (estimation) :

- 60 045 participants

Examens-concours (estimation) :

- 143 110 participants

PREMIÈREVISION
PARIS

MAISON
& OBJET
PARIS

SIMA 2017

JECworld
International Composites Event
Paris, March 14-15-16-2017





Paris
Le Bourget
Un site VIPARIS

11 manifestations ont été accueillies , du 1^{er} janvier au 31 juin 2017 :

- 5 salons professionnels
- 6 événements d'entreprises (séminaires, conventions, colloques...)

499 038 visiteurs ou participants (estimation)

Salons (estimation):

- 351 239 visiteurs dont 65 471 visiteurs étrangers
- 3 452 exposants dont 2 013 exposants étrangers

Événement d'entreprises (estimation) :

- 147 799 participants



TRADEXPO

TEXWORLD





**LE CHOMAGE
ET
L'EMPLOI**

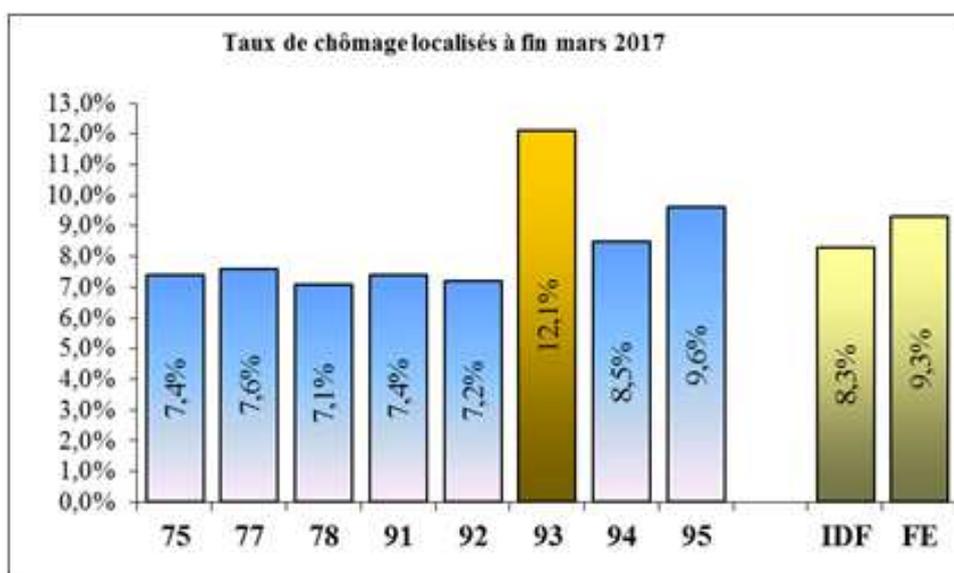
Le Chômage

Le chômage

Les taux de chômage en Ile-de-France :

A la fin du mois de mars 2017, le taux de chômage s'élève en Seine-Saint-Denis à **12,1 %**⁽¹⁾, contre 8,3 % en Ile-de-France et 9,3 % pour la France entière.

Ce taux est le plus élevé de la région Ile-de-France. Il enregistre une baisse de -0,6 point sur un trimestre et de -0,8 point sur un an.



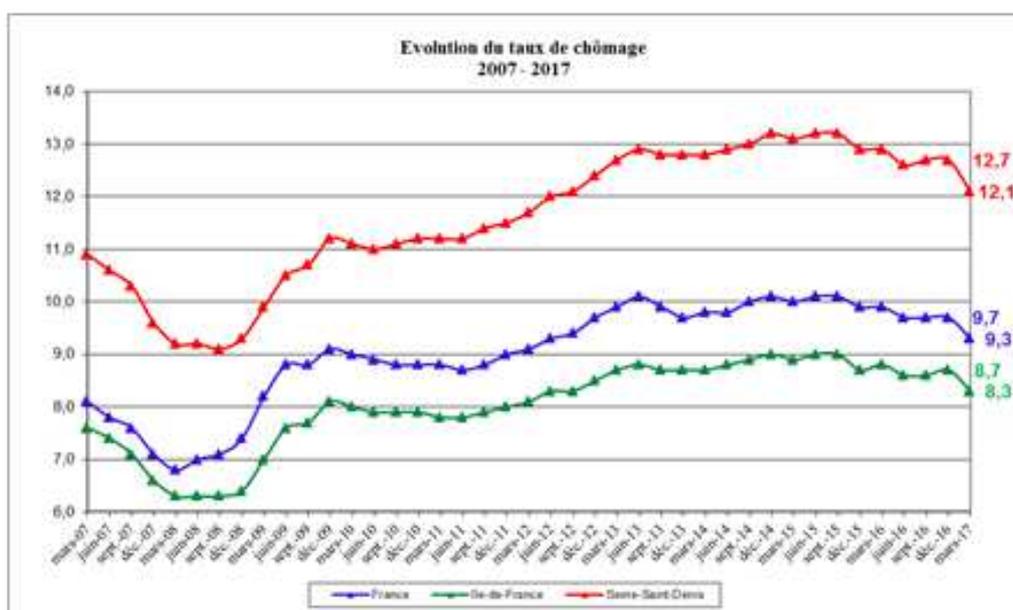
⁽¹⁾ A tout niveau géographique, l'estimation des taux de chômage localisés trimestriels fait l'objet d'une révision régulière, pour tenir compte des résultats de la dernière enquête sur l'emploi de l'Insee et des sources administratives les plus récentes. Les séries sont alors **actualisées** sur plusieurs trimestres.

Source : INSEE (traitement Direccte IDF/UD 93)

Evolution comparée des taux de chômage de la Seine-Saint-Denis, de l'Ile-de-France et de la France entière (de 2007 à 2017) :

Fin mars 2017, après un trimestre de stabilisation et une hausse de + 0,1 point au troisième trimestre 2016, le taux de chômage recule en Seine-Saint-Denis.

La courbe de l'évolution du taux de chômage en Seine-Saint-Denis suit celles de la région d'Ile-de-France et de la France métropolitaine mais à un niveau plus élevé.



Source : INSEE (traitement Direccte IDF/UD 93)

Le marché du travail

La demande d'emploi à fin juin 2017 :

Fin juin 2017, le nombre de demandeurs d'emploi (167 670 DEFM de catégories A, B, C), enregistre une hausse annuelle de + 1,6 % en Seine-Saint-Denis.

Cette augmentation concerne principalement les demandeurs d'emploi de 50 ans ou plus (+ 5,1 %), le nombre de demandeurs d'emploi de 25 à 49 ans ayant progressé de +1,4% ; celui des moins de 25 ans recule de -4,9 % sur un an.

Le nombre de demandeurs d'emploi hommes augmente de + 0,4 % et celui des femmes de + 3,1% sur un an. Les hommes représentent 52,9 % des demandeurs d'emploi.

Les demandeurs d'emploi de longue durée (70 510 DEFM de catégories A, B, C) représentent 42 % des DEFM et leur nombre enregistre une baisse de -2,3 % sur un an.

Situation à fin juin 2017	Valeur	Évolution annuelle
a) Demande d'emploi fin de mois cat. A,B,C ⁽¹⁾ (données CVS), dont :	167 670	+ 1,6%
- femmes	78 930	+ 3,1%
- hommes	88 740	+ 0,4%
- DELD	70 510	- 2,3%
- moins de 25 ans	16 410	- 4,9%
- 50 ans et plus	42 380	+ 5,1%
b) Demande d'emploi enregistrée, catégorie A,B,C données brutes (cumul annuel), dont :	218 582	+ 6%
- jeunes de moins de 25 ans	47 530	+ 5,2%
- femmes	103 595	+ 6,8%

Sources : STMT-Pôle Emploi, DARES, Cvs : Direccte Ile-de-France (traitement Direccte IDF/UD 93)

⁽¹⁾ Les différentes catégories de demandeurs d'emploi :

- **catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- **catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (78 heures ou moins au cours du mois) ;
- **catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (plus de 78 heures au cours du mois) ;
- **catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi ;
- **catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

L'emploi

Le marché du travail

Les offres d'emploi enregistrées (OEE) et satisfaites (OES) à fin juin 2017 :

Le cumul des offres collectées au cours des douze derniers mois (61 334) augmente de + 29,9 % sur un an.

Les offres d'emploi durable (41 933) représentent 68,4% des offres et enregistrent une forte hausse sur un an (+ 42,2 %). Les offres d'emploi temporaire (15 997), représentent 26,1 % des offres et progressent de + 9,4 % sur un an. Les offres d'emploi occasionnel (3 404), représentent 5,5 % des offres et enregistrent une hausse de + 9,4 % sur un an.

Le cumul des offres d'emploi satisfaites au cours des douze derniers mois (50 702 offres tous types) augmente de + 23,7 % sur un an.

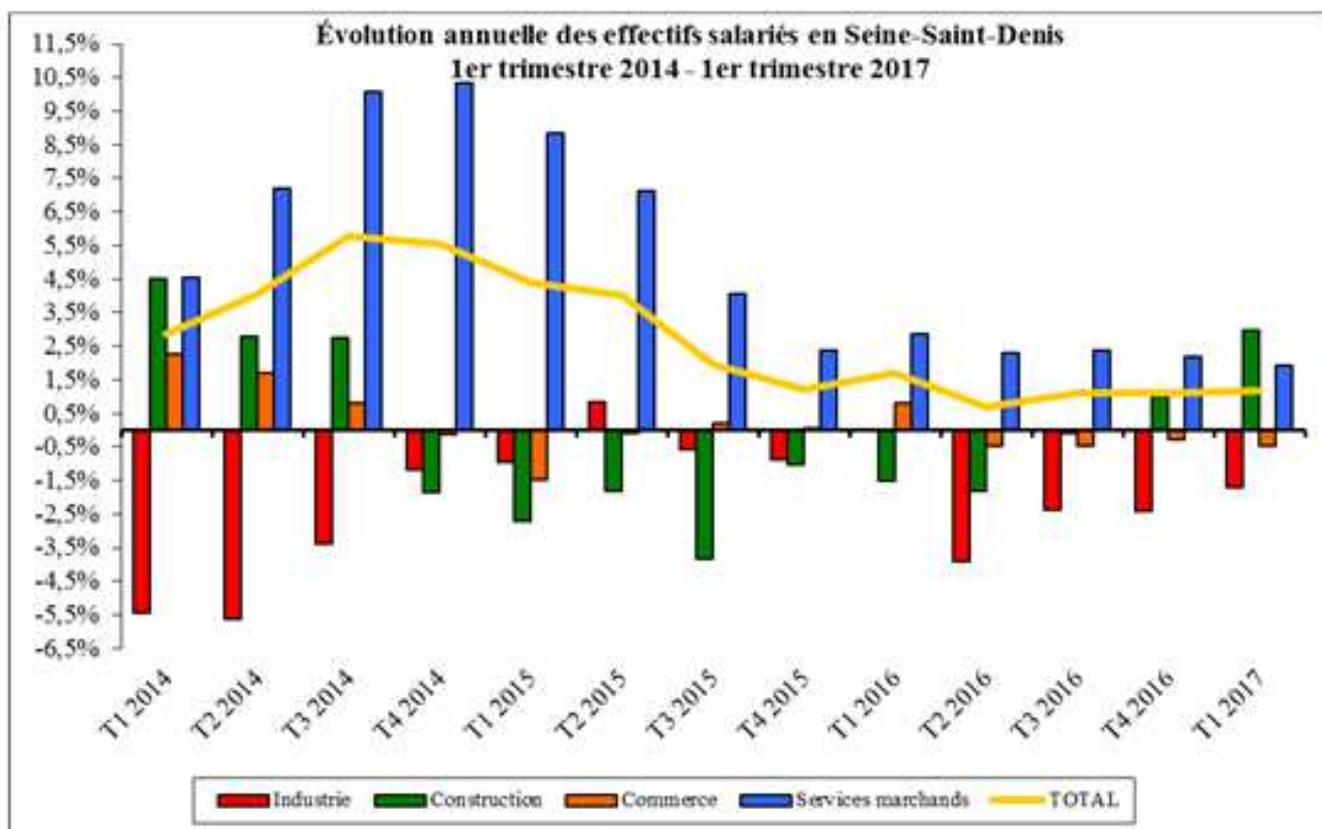
Situation à fin juin 2017	% par nature de contrat	Valeur	Evolution annuelle
Offres d'emploi enregistrées tous types <i>données brutes</i> (cumul annuel), dont :		61 334	+29,9%
- offres d'emploi durable	68,4%	41 933	+42,2%
- offres d'emploi temporaire	26,1%	15 997	+9,4%
- offres d'emploi occasionnel	5,5%	3 404	+9,4%
Offres d'emploi satisfaites tous types, <i>données brutes</i> (cumul annuel)		50 702	+23,7%

Sources : STMT-Pôle Emploi, DARES (traitement Direccte IDF/UD 93)

Evolutions des estimations trimestrielles des effectifs salariés dans les grands secteurs de l'emploi (données CVS):

Selon les dernières estimations de l'Insee, à fin mars 2017, les effectifs salariés (429 601 emplois) augmentent de +0,8% sur un trimestre (+3 452 emplois) et de + 1,2 % sur un an, soit +5 064 emplois.

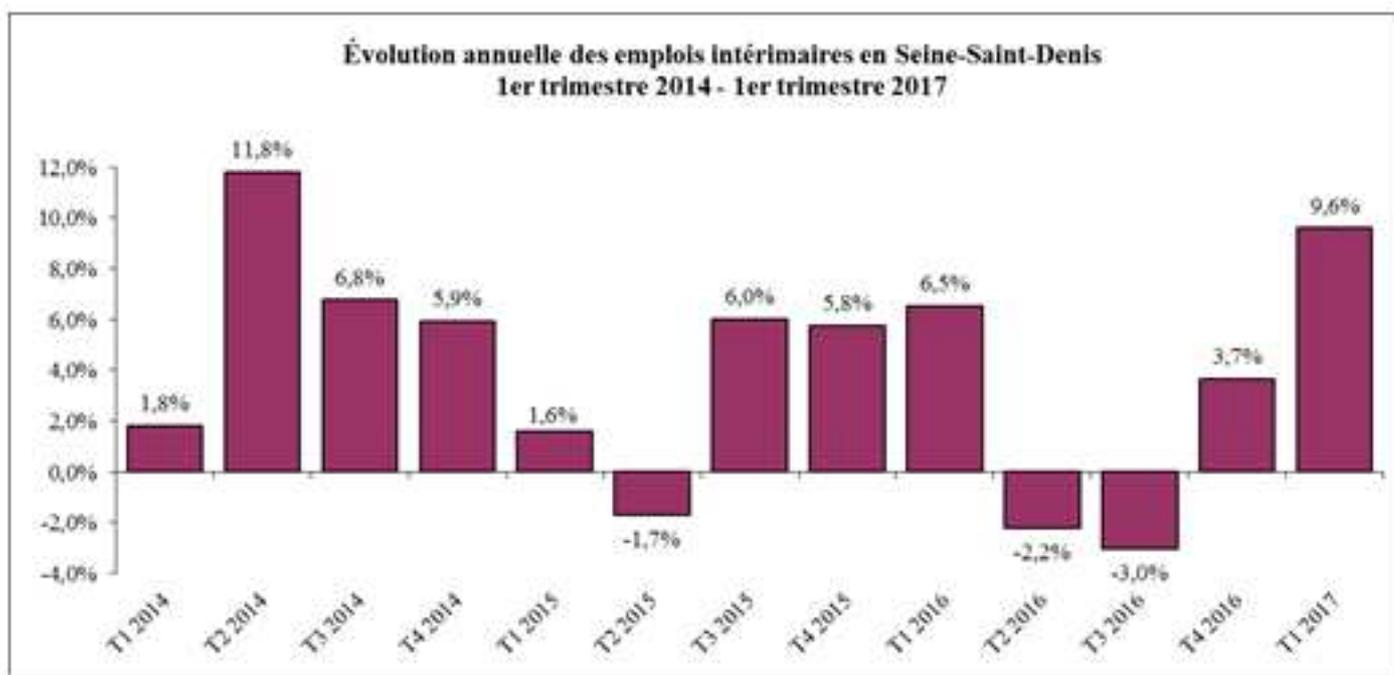
Sur un an, l'emploi salarié dans les principaux secteurs d'activité, évolue de la manière suivante : Industrie (-1,7 %), Construction (+ 3 %), Commerce (-0,5%) et Services marchands (+ 1,9 %).



Source : Insee, estimations d'emploi (traitement Direccte IDF/UD 93)

L'intérim, variable d'ajustement de l'emploi aux variations d'activité (données CVS):

Selon les dernières estimations de l'Insee, à fin mars 2017, le nombre d'intérimaires (7 464) augmente de + 4 % sur un trimestre et de + 9,6 % sur un an.



Source : Insee, estimations d'emploi (traitement Direccte IDF/UD 93)

Le recours à l'activité partielle

Source : Direccte UD – traitement : Direccte / SESE

A la fin du premier semestre 2017, 85 décisions d'autorisation d'activité partielle ont été notifiées par la Seine-Saint-Denis aux entreprises qui en ont demandé, soit + 39,3 % par rapport à la même période de l'année 2016 (61 décisions d'autorisation d'activité partielle notifiées à fin juin 2016).

Elles correspondent à 226 738 heures de travail autorisées à être chômées, soit une hausse de + 24,9 % par rapport à la même période de l'année 2016 (181 582 heures de travail autorisées à fin juin 2016).

Fin juin 2017, la Seine-Saint-Denis, concentre 9,9 % des heures d'activité partielle autorisées en Île-de-France (2 286 064 heures autorisées à la fin du premier semestre 2017).

Les plans de sauvegarde de l'emploi

Source : SI – Homologation – traitement : Direccte / SESE

A la fin du premier semestre 2017, nos services ont été informés de l'initiation de 16 plans de sauvegarde de l'emploi (PSE). Il y a eu 2 426 postes menacés dans le cadre de PSE, ce qui représente 24,3 % des postes menacés en Île-de-France.

Sur un an, le nombre des procédures augmente de + 6,7 % (15 procédures initiées à fin juin 2016) et celui des postes menacés de + 14,5 % (2 118 postes menacés à fin juin 2016).

Les ruptures conventionnelles

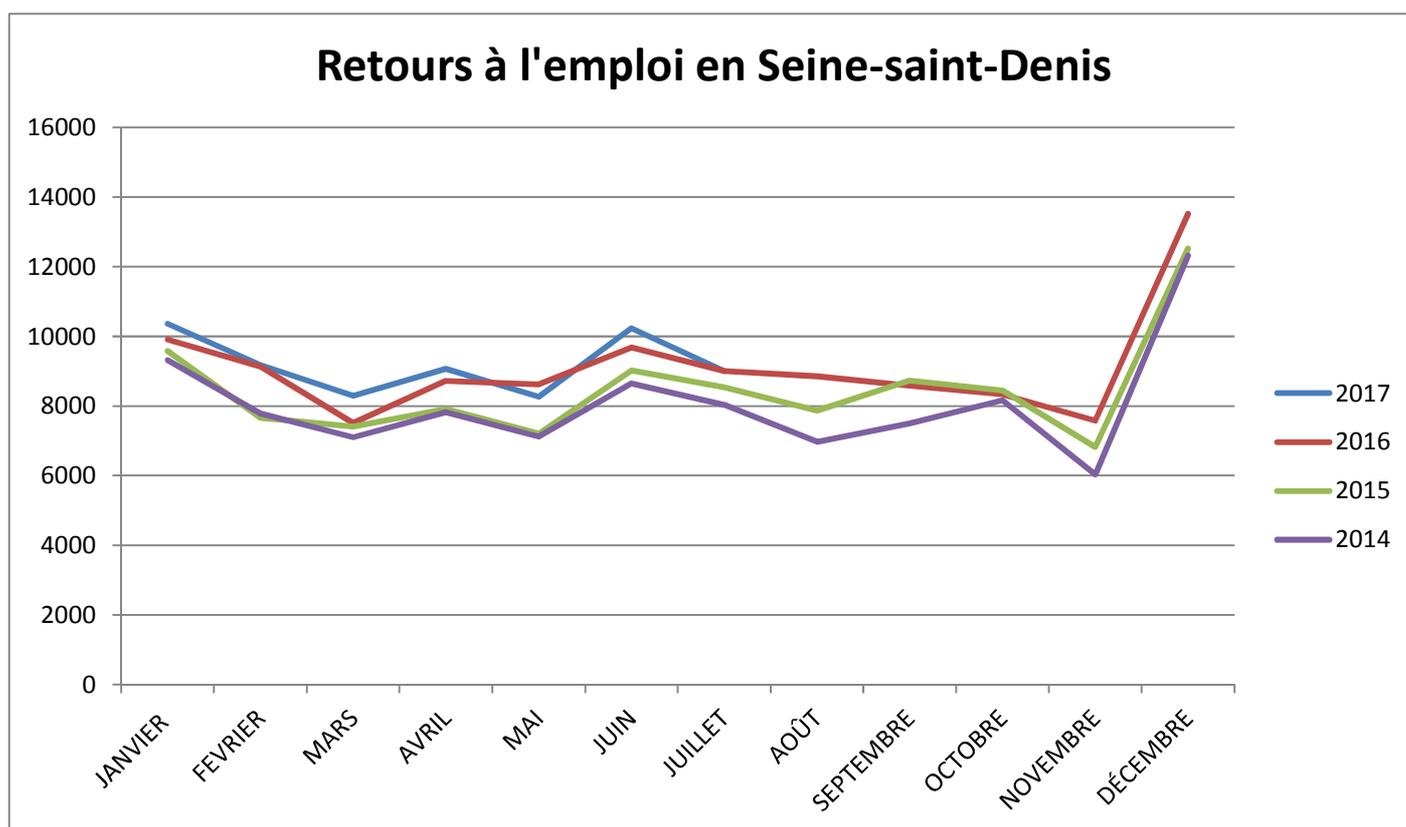
Source : Direccte IDF / UD 93

A la fin du premier semestre 2017, 5 003 ruptures conventionnelles ont été reçues par nos services.

Après une hausse de + 34,1 % entre le 1^{er} semestre 2015 et le 1^{er} semestre 2016, à la fin du 1^{er} semestre 2017, le nombre de ruptures conventionnelles enregistre une baisse de -5,6 % sur un an, en Seine-Saint-Denis (5 300 ruptures conventionnelles reçues à la fin du 1^{er} trimestre 2016).

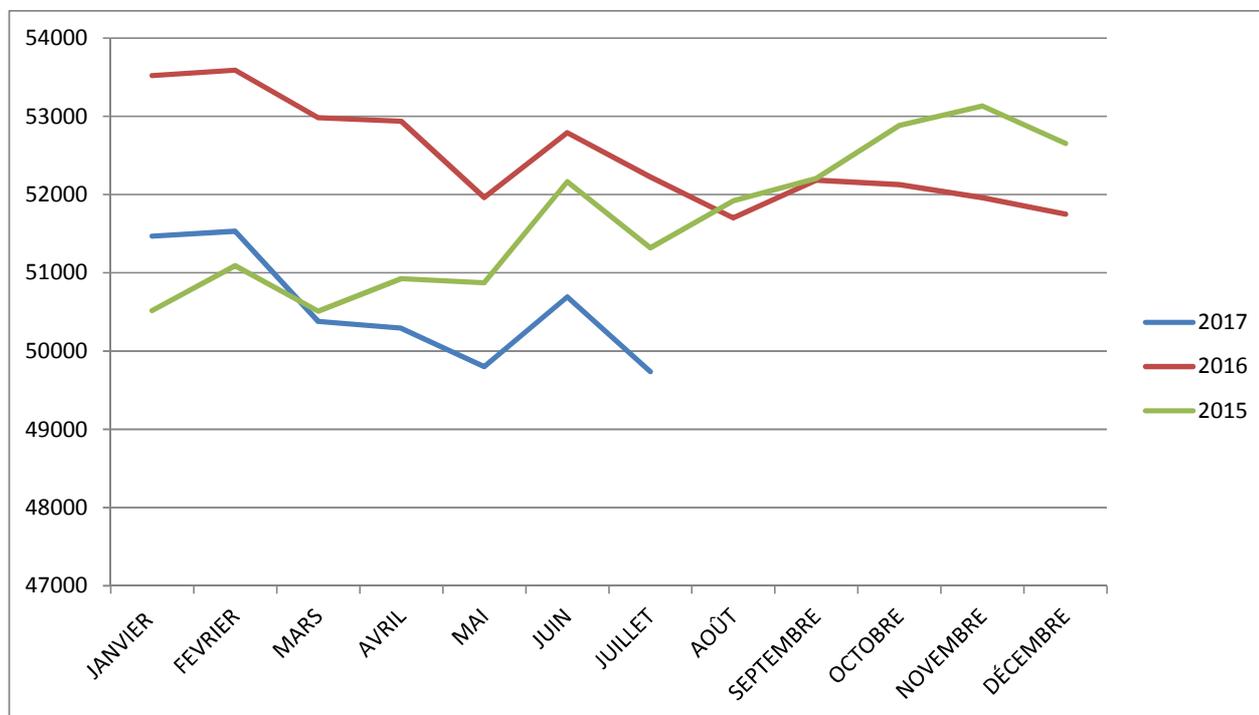
La tendance, sur deux années, reste toutefois à la hausse, soit une augmentation de + 26,6 % au premier semestre 2017 par rapport au premier semestre 2015.

Retours à l'emploi



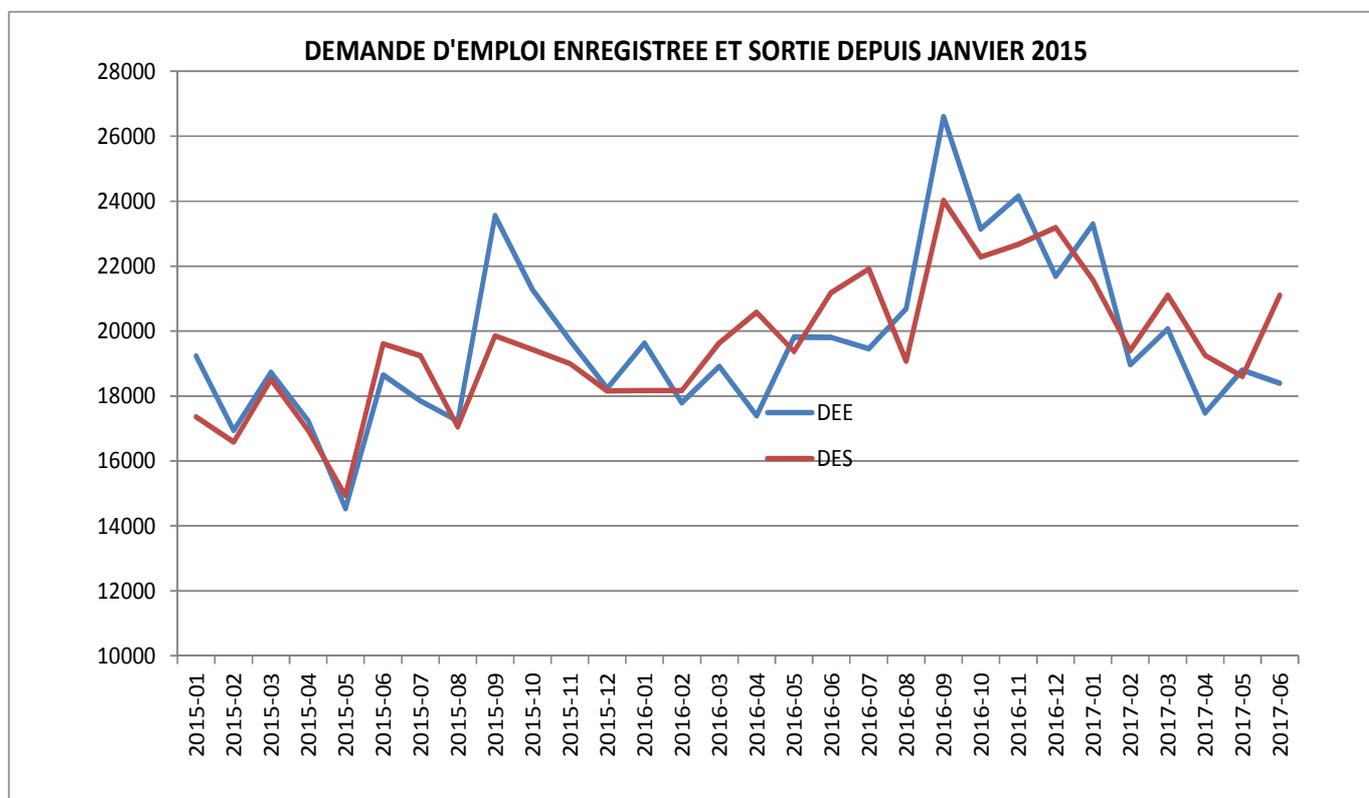
Un peu plus de 55 300 retours à l'emploi durable de demandeurs d'emploi sont comptabilisés au premier semestre 2017, soit une augmentation de 3,4 % par rapport au premier semestre 2016.

Nombre de demandeurs d'emploi inscrits 12 mois et plus en catégorie A au cours des 15 derniers mois



Le nombre de demandeurs d'emploi n'ayant exercé aucune activité pendant 12 mois sur les 15 derniers, marque une nette diminution en 2017, tant par rapport aux années 2016 que 2015,

DEMANDES D'EMPLOI ENREGISTREES ET SORTIES



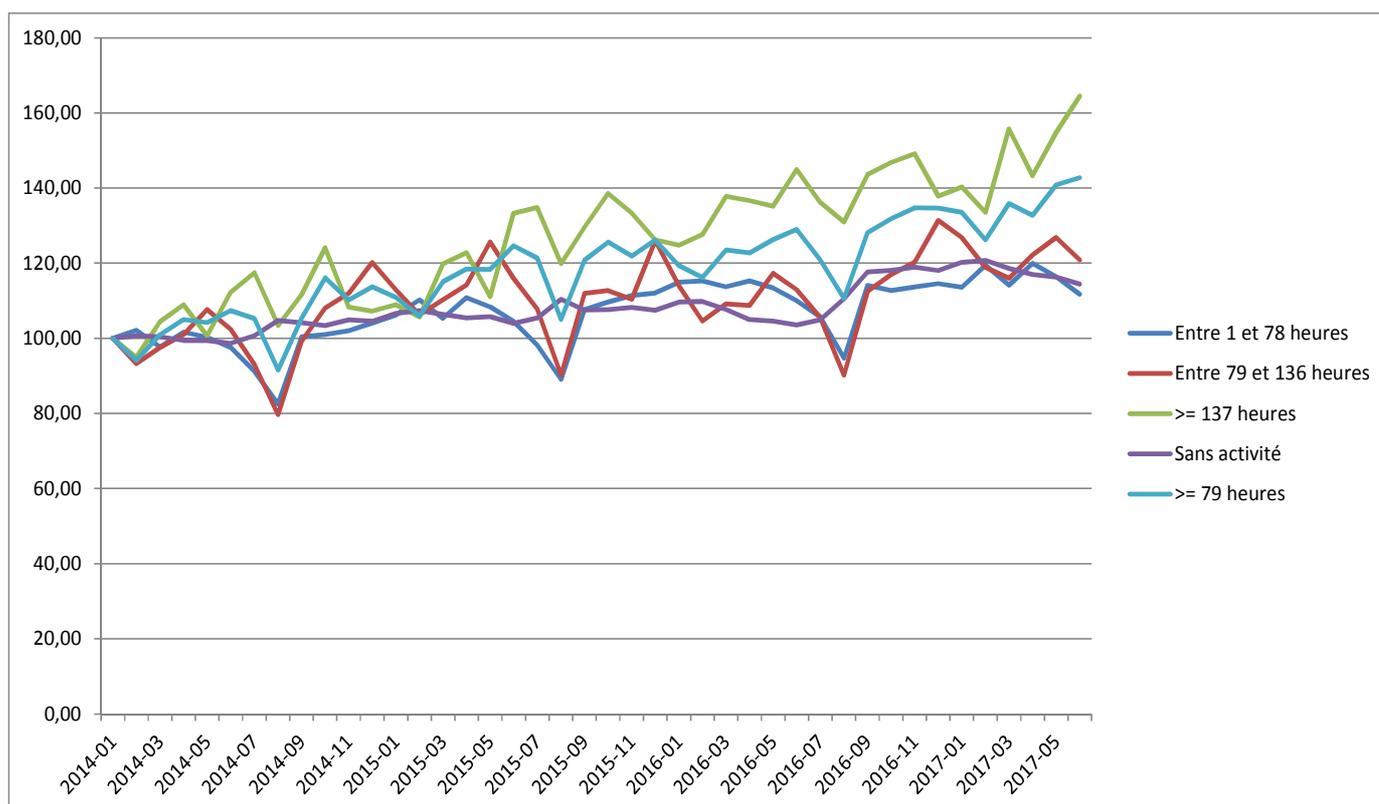
Activités réduites (1/3)

	JUIN 2016	JUIN 2017	EVOLUTION
Entre 1 et 78 heures	17496	17763	1,5%
Entre 79 et 136 heures	12208	13070	7,1%
>= 137 heures	15716	17835	13,5%
Sans activité	130843	129387	-1,1%
Total	176263	178055	1,0%

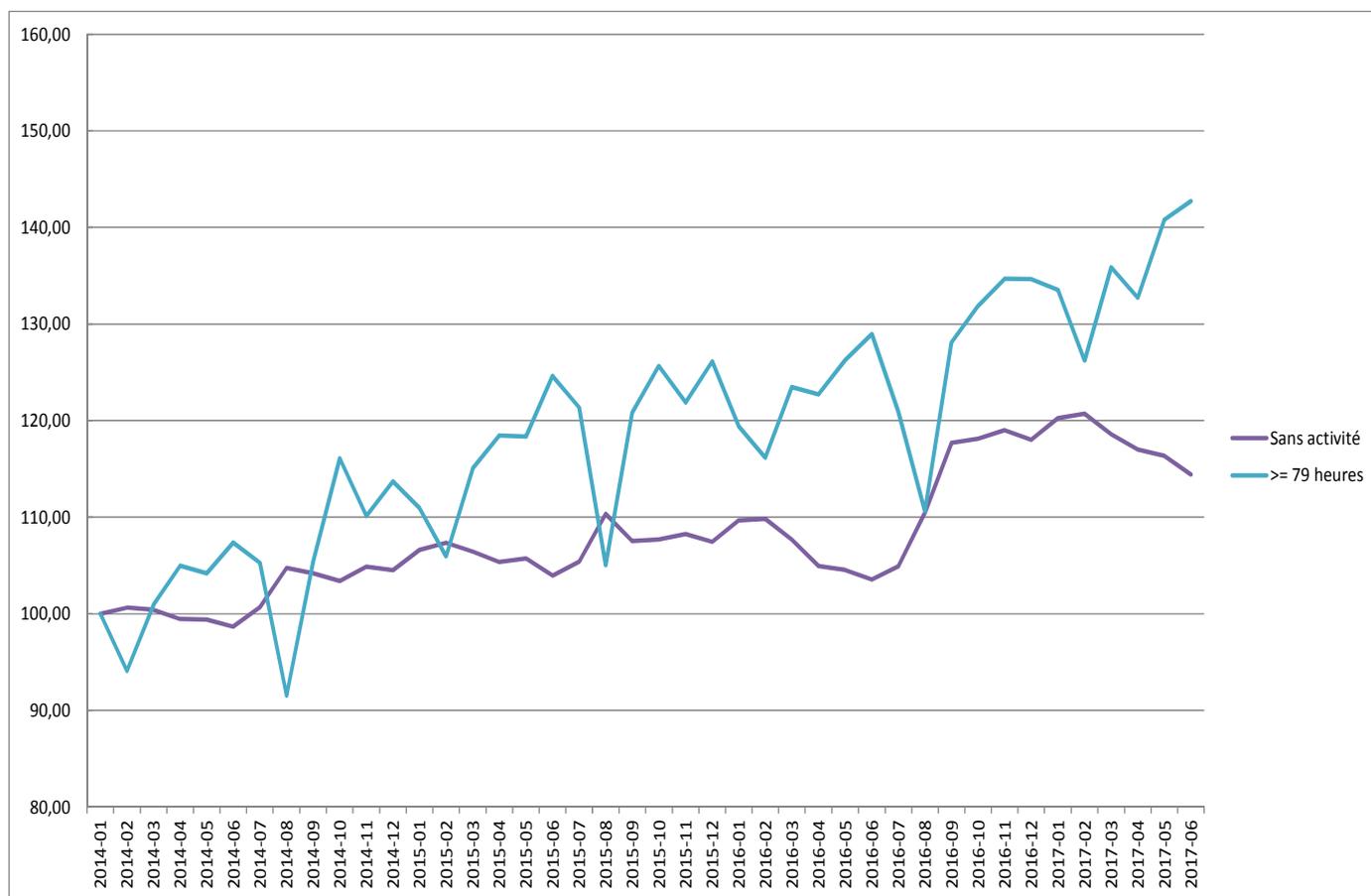
Le nombre de demandeurs déclarant une activité réduite de plus de 137 heures dans le mois augmente de manière régulière depuis janvier 2015, en lien avec l'établissement d'une strate de demandeurs d'emploi enchaînant ce type de contrat sur plusieurs mois d'affilée, sans que l'on puisse toutefois parler d'emploi durable puisqu'il s'agit le plus souvent d'emplois précaires qui s'enchaînent.

Par contre le nombre de demandeurs d'emploi sans aucune activité marque une diminution de 1,1 %.

Activités réduites (2/3)



Activités réduites (3/3)

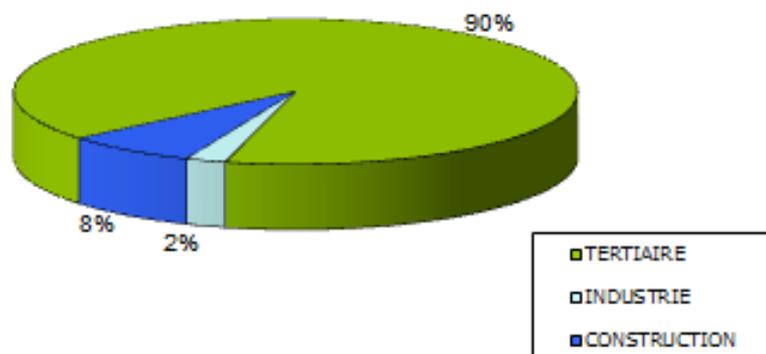


Département de la Seine-Saint-Denis
Données du 1er semestre 2017
par secteur d'activité

	Secteur d'activité	Déclaration d'embauche 1er S. N	Poids secteur	Evolution 1SN/ 1SN-1
I N D U S T R I E	Industries agro alimentaire	3 145	0,85%	10,64%
	Cokéfaction et raffinage	19	0,01%	18,80%
	Equipements electriques, electroniques, informatiques	237	0,06%	-14,03%
	Fabrication de matériels de transport	392	0,11%	110,88%
	Autres produits industriels	3 836	1,03%	-8,68%
	Industries extractives, energie, eau	917	0,25%	40,48%
	Industrie	8 547	2,30%	4,56%
CON.	Construction	28 141	7,58%	7,55%
T E R T I A I R E	Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	25 841	6,96%	-3,49%
	Transport	19 992	5,39%	2,10%
	Hébergement et restauration	45 048	12,14%	3,16%
	Information et communication	69 035	18,60%	15,56%
	Activités financières et d'assurance	2 455	0,66%	-47,72%
	Activités immobilières	1 413	0,38%	13,55%
	Activités scientifiques et techniques ; soutien et services administratifs	69 589	18,75%	-27,78%
	Administrations publiques, défense, enseignement, santé humaine et action sociale	42 637	11,49%	1,99%
	Autres activités de services	58 350	15,72%	2,82%
	Tertiaire	334 361	90,10%	-4,64%
	Autres	59	0,02%	-
	Total hors interim	371 107	100,00%	-3,60%
	Interim	212 744		10,31%
	Total	583 851		1,04%

*données provisoires

Répartition des DUE par activité



Commentaire sur l'évolution des déclarations d'embauche

Au 1er semestre 2017, le nombre de déclarations uniques d'embauches (hors intérim) baisse de 3,60 % (13872 DUE en moins), par rapport au 1^{er} semestre 2016.

Les secteurs de l'industrie et de la construction voient leurs nombres de DUE augmenter de 4,56 et 7,55 %, le nombre de DUE du tertiaire diminue de 4,64 %.

Les données des graphiques :

	1SN	
<i>TERTIAIRE</i>	334 361	90,11%
<i>INDUSTRIE</i>	8 547	2,30%
<i>CONSTRUCTION</i>	28 141	7,58%
	371 048	100,00%

Indicateurs de suivi du secteur privé Urssaf Seine Saint Denis

Evolution annuelle à fin décembre 2016

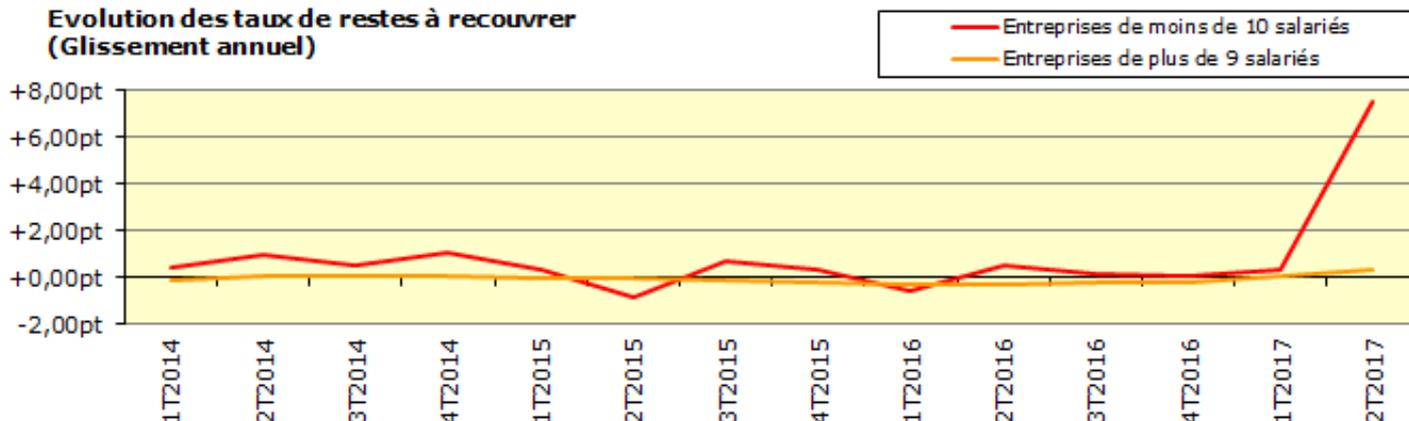
Entreprises de moins de 10 salariés

Taux de restes à recouvrer	+7,54pt
Nombre de délais demandés (sur 12 mois glissants)	-8,8%

Entreprises de plus de 9 salariés

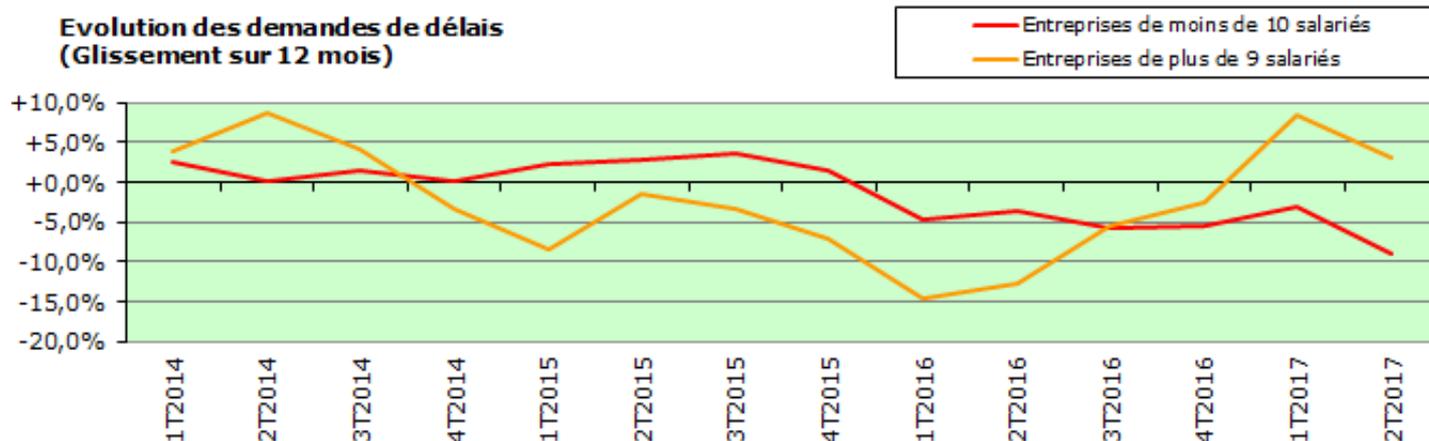
Taux de restes à recouvrer	+0,38pt
Nombre de délais demandés (sur 12 mois glissants)	+3,1%

Evolution des taux de restes à recouvrer (Glissement annuel)



Taux de restes à recouvrer : montant des cotisations non soldés par rapport aux cotisations déclarées par les entreprises

Evolution des demandes de délais (Glissement sur 12 mois)



RSA

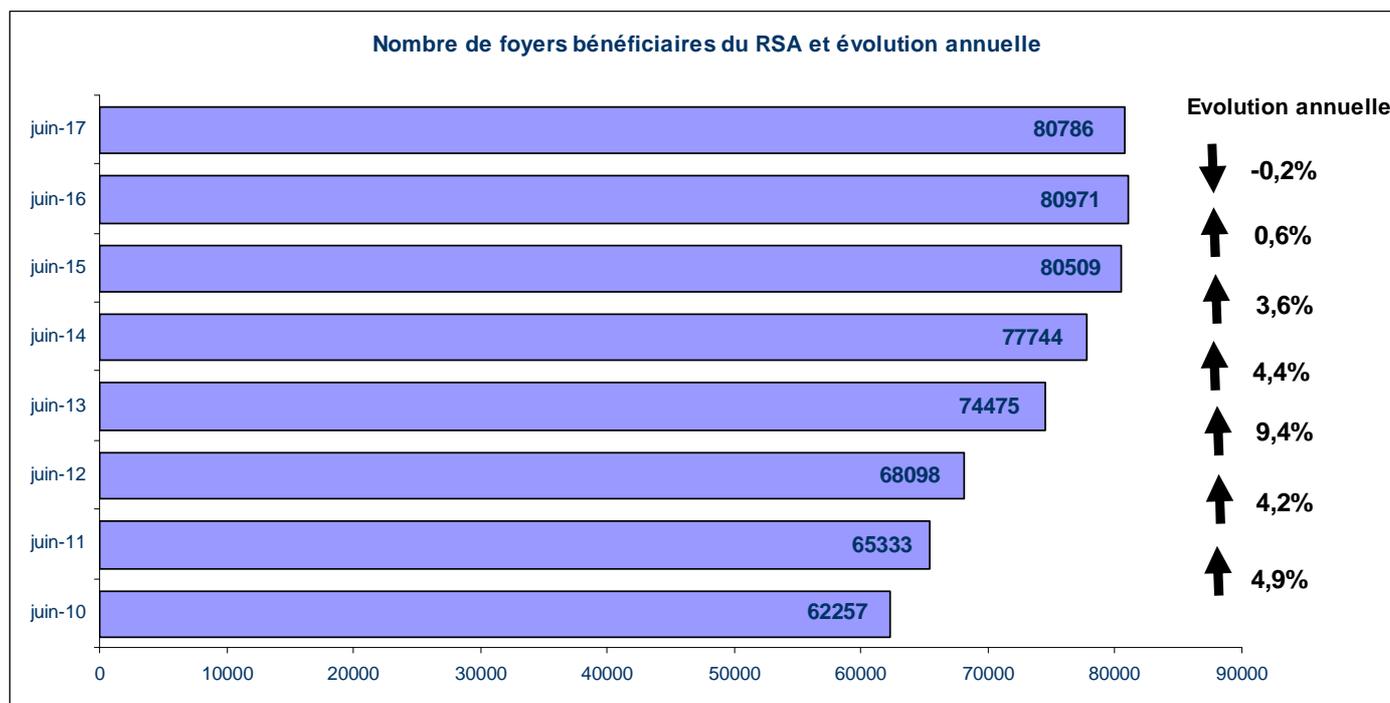
Foyers bénéficiaires du RSA

Source: CAF

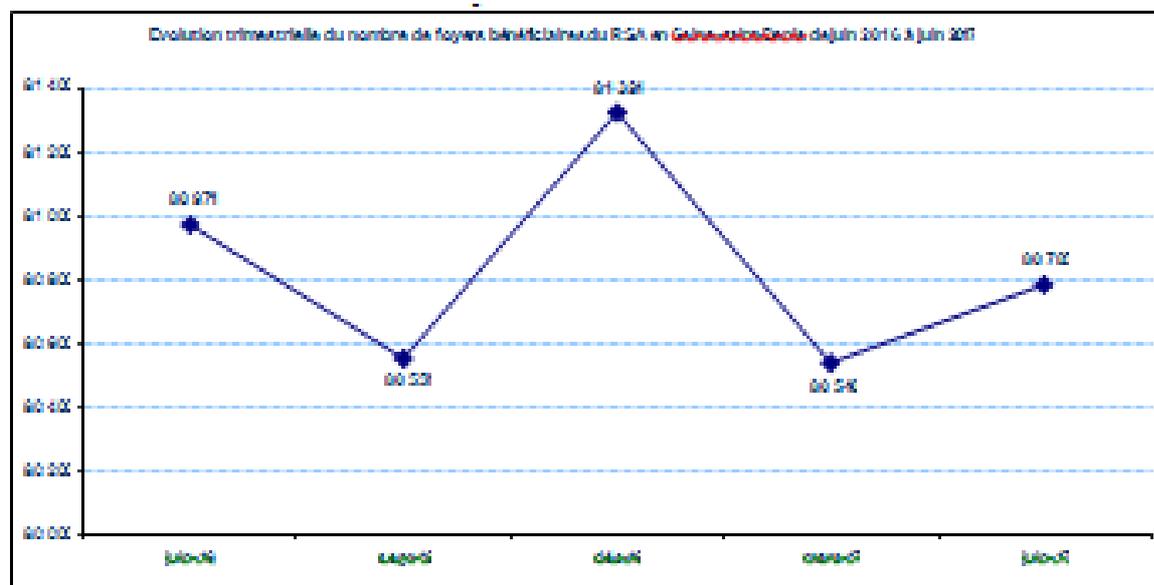
Au 30 juin 2017, on dénombre en Seine-Saint-Denis 80 786 foyers bénéficiaires du RSA socle (public relevant de la compétence du Département). Ce nombre regroupe le RSA socle seul et le RSA socle avec prime d'activité.

Entre juin 2016 et juin 2017, le nombre de foyers bénéficiaires du RSA est quasiment stable (baisse de -0,2 %, soit 185 foyers en moins). Ce résultat est la conséquence d'une alternance de hausses et baisses du nombre de foyer allocataires sur les quatre derniers trimestres (*graphique 2*). La département compte ainsi 245 allocataires supplémentaires au 2e trimestre 2017, hausse qui succède à la baisse de 784 allocataires du 1er trimestre.

En rythme annuel, on observe que depuis la mise en place du dispositif, le nombre de foyers allocataires enregistre des taux de croissance importants tous les 12 mois considérés (*graphique 1*), frôlant même les +10% entre juin 2012 et juin 2013. Toutefois, cette tendance connaît un ralentissement depuis juin 2015, et présente sur la dernière année glissante, bien qu'il soit très léger, un premier reflux du nombre d'allocataires dont le département a la charge.



Source CAF, tableaux de bord ELISA - Graphe 1



Source: CAF

Les effectifs trimestriels des bénéficiaires de la Prime d'activité

Depuis mars 2016, la CAF publie les données quasi-consolidées (tous les deux mois) des foyers bénéficiaires du RSA et des foyers bénéficiant de la prime d'activité. Le tableau (2) présente ses données un an après et concernent les bénéficiaires dont le droit est versable au RSA et celui au RSA avec la prime d'activité.

	mars-16	juin-16	septembre-16	décembre-16	mars-17
Prime d'Activité seule	42 071	52 977	54 983	56 823	58 030
Prime d'Activité avec RSA	10 360	10 167	9 918	10 217	10 373

Source CAF données bimensuelles

Tableau 2

Au titre du mois de mars 2017, en Seine-Saint-Denis et en droit versable, la prime d'activité a été versée 68 403 allocataires dont 10 373 bénéficient aussi du RSA socle.

Le nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité seul a fortement augmenté entre mars 2016 et mars 2017 (+ 37,9 %). Celui des allocataires bénéficiant du RSA « mixte » (RSA socle et prime d'activité) est pratiquement stable (+ 0,1 %).

Au premier trimestre 2016, le nombre d'allocataires de la prime d'activité a beaucoup augmenté (+ 26 %). Une évolution (importante) expliquée, d'une part, par le basculement automatique de près de 30 000 foyers du dispositif RSA activité vers cette nouvelle prestation entre décembre 2015 et mars 2016 et d'autre part, par l'ouverture de cette prestation à d'autres publics comme les jeunes actifs dès 18 ans, aux étudiants salariés et les apprentis sous certaines conditions. Cette évolution a beaucoup ralenti et s'est stabilisée autour de 3 % les trimestres suivants (4 % au deuxième trimestre 2016, 3 % au troisième trimestre 2016 et 2 % entre décembre 2016 et mars 2017).

Demandeurs d'emploi en fin mois (DEFM) ayant des droits ouverts* au RSA

Source: Pôle Emploi

En Seine-Saint-Denis, le nombre de demandeurs d'emploi en fin du mois (DEFM) catégorie A, B, C et ayant droit au RSA a enregistré des niveaux de croissance forts (en glissement annuel), toujours au dessus de 6 %, entre juin 2009 et juin 2014. Entre juin 2014 et juin 2015, le taux de croissance de cette catégorie l'allocataire du RSA est passé pour la première fois en dessous de 5 %.

A partir de juin 2015, le nombre de DEFM ayant droits au RSA connaît une baisse en glissement annuel de -19,9% entre juin 2015 et juin 2016 et de -5,5 % entre juin 2016 et juin 2017. Cette baisse peut être expliquée par la mise en place de la prime d'activité en janvier 2016 (*tableau ci-dessous*).

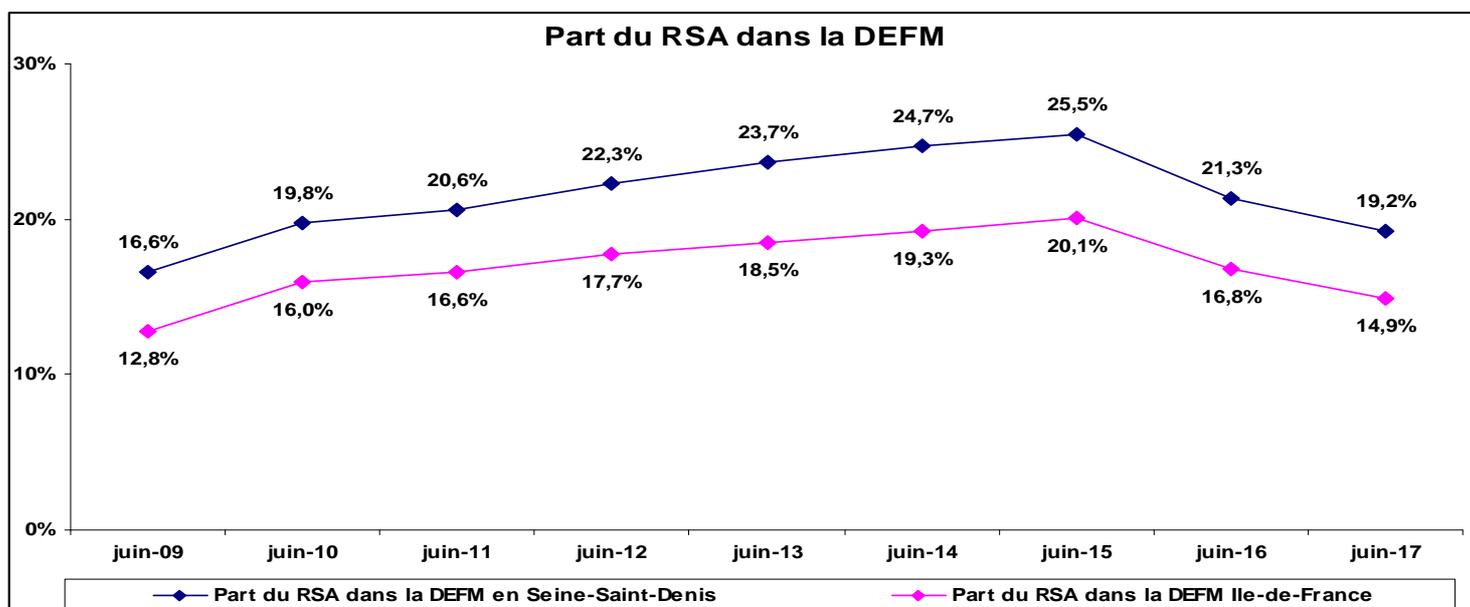
	DEFM ayant droits au RSA en Seine-Saint- Denis	Evolution semestrielle des DEFM-RSA en SSD	DEFM ayant droits au RSA en Ile-de-France	Evolution semestrielle des DEFM-RSA en IdF
juin-09	16 634		80 488	
juin-10	22 137	16,80%	110 132	16,30%
juin-11	24 243	6,00%	118 222	3,00%
juin-12	27 939	8,80%	133 347	6,60%
juin-13	32 658	8,80%	151 247	7,10%
juin-14	37 148	6,10%	168 648	5,20%
juin-15	41 028	4,80%	186 936	4,60%
juin-16	33 600	-19,90%	158 259	-21,20%
juin-17	31 754	-5,50%	143 075	-6,20%

* Les demandeurs d'emploi ayant des droits ouverts au RSA sont les personnes ayant un droit au RSA suspendu pendant 4 mois maximum (notamment pour non respect des devoirs qui leur incombent, non renouvellement de déclaration trimestrielle de ressources, dépassement du seuil de ressources, ou parce que la demande est en cours de traitement).

Depuis la mise en place de la loi RSA, le nombre de DEFM ayant droit au RSA a presque doublé en Seine-Saint-Denis, passant 16 634 en juin à 31 754 en juin 2017 (+ 91 %).

L’Ile-de-France dans son ensemble connaît une évolution identique, avec toutefois des chiffres meilleurs.

Conséquence: la part des DEFM ayant des droits ouverts au RSA (*graphique ci-contre*), elle n’a cessé d’augmenter les 7 première années de la loi RSA; elle est passé de 16,6 % en juin 2019 à 25,5 % en juin 2015 (+ 9 points) pour repartir à la baisse ces deux dernières années (- 4 points entre juin 2016 et juin 2017 et – 2 points entre juin 2016 et juin 2017).



C. Source Pôle Emploi

Catégories A, B,

Positionnement de la Seine-Saint-Denis

Source: CAF, Pôle Emploi

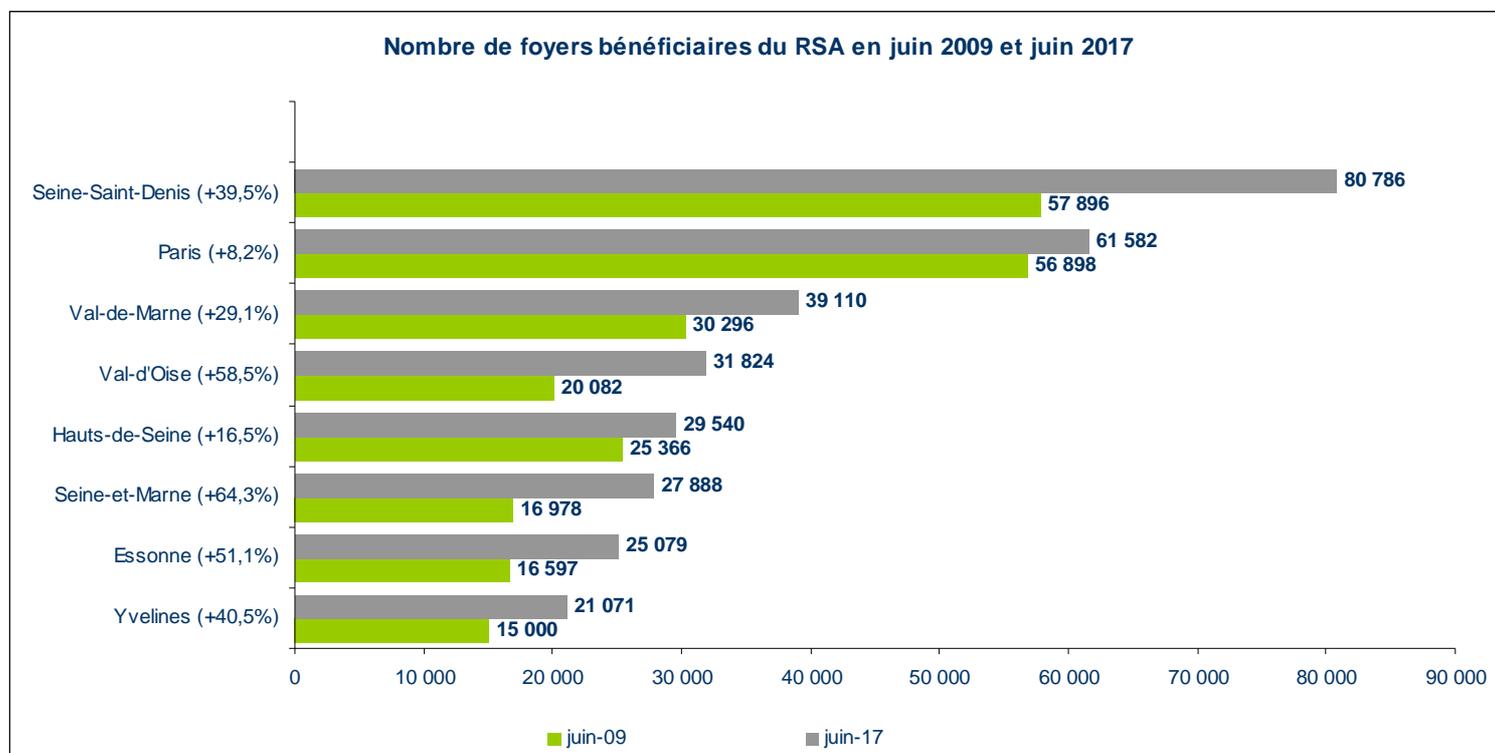
En Ile-de-France :

En juin 2009 (date de la mise en place de la loi RSA) comme en juin 2017, la Seine-Saint-Denis compte le nombre de foyers bénéficiaires du RSA socle le plus élevé de la région avec une évolution de + 39,5 % entre les deux dates.

Cette évolution est tout aussi forte dans les autres départements d'Ile-de-France, quoique très disparate. De + 8,2 % à Paris (près de 5 fois moins qu'en Seine-Saint-Denis), elle avoisine les + 17 % dans les Hauts-de-Seine et dépasse légèrement + 29 % dans le Val-de-Marne.

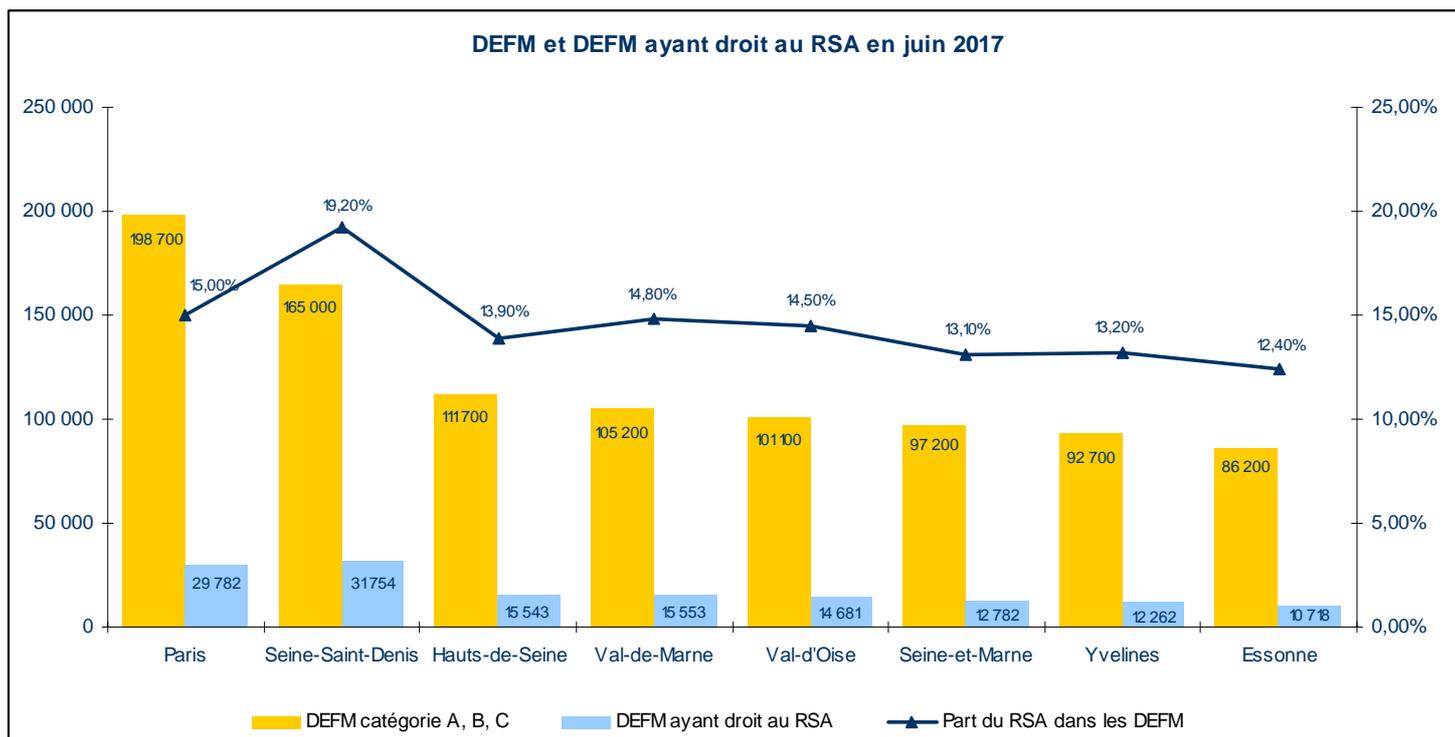
Par contre, elle est nettement plus importante (+ 40 % au minimum) dans la plupart des départements de grande couronne (+ 64,3 % en Seine-et-Marne, + 51,1 % dans l'Essonne, + 58,5 % dans le Val-d'Oise, et + 40,5 % dans les Yvelines).

En France métropolitaine, cette évolution est de 26,6 %.



Source CAF données consolidées

En Seine-Saint-Denis près d'un demandeur d'emploi sur cinq est bénéficiaire du RSA (19,2 %) en juin 2017. La part de DEFM ayant droit au RSA la plus importante de la Région



Catégories A, B, C. Source Pôle Emploi

En France métropolitaine :

Entre juin 2016 et juin 2017, le nombre de bénéficiaires a baissé dans quasiment tous les départements de France métropolitaine, exceptés: les Hautes-Alpes, le Lot, l'Allier, l'Indre-et-Loire, les Deux-Sèvres et les Alpes-de-Haute-Provence).

La Corrèze a enregistré la plus forte baisse (-9,2 %). Avec 7 autres départements, la Seine-Saint-Denis figure dans le groupe où ce recul est moins important (entre -0,1 % et -0,5 %).

La Seine-Saint-Denis occupe toujours le deuxième rang au regard du nombre de foyers bénéficiaires du RSA par département (tableau ci-dessous). Mais surtout, elle est parmi les départements ayant le plus d'allocataires, celui où la baisse est moins importante.

Classement	Département	Nombre de bénéficiaires du RSA en juin 2017	Nombre de bénéficiaires du RSA en juin 2016	Evolution annuelle (%)
1	Nord	110 201	113 484	-2,9
2	Seine-Saint-Denis	80 786	80 971	-0,2
3	Bouches-du-Rhône	74 966	77 621	-3,4
4	Paris	61 582	64 451	-4,5
5	Pas-de-Calais	55 140	56 301	-2,1
6	Rhône	44 262	44 861	-1,3
7	Seine-Maritime	40 681	41 022	-0,8
8	Gironde	39 882	40 096	-0,5
9	Val-de-Marne	39 110	39 495	-1,0
10	Hérault	38 570	40 773	-5,4
Ile-de-France		316 880	325 306	-2,6
France métropolitaine		1 624 798	1 666 455	-2,5

Source CAF données consolidées

LEXIQUE :

RSA socle seul : un foyer allocataire du « RSA socle seul » n'a pas de revenus d'activité, ou bien au moins un de ses membres est en période de cumul intégral[1].

RSA socle et activité : les bénéficiaires du « RSA socle et activité » ont de faibles revenus d'activité et l'ensemble de leurs ressources est inférieur au montant forfaitaire. Ils bénéficient donc à la fois du RSA socle (fraction) et du RSA activité.

RSA activité seul : les bénéficiaires du « RSA activité seul » ont de faibles revenus d'activité et l'ensemble de leurs ressources est supérieur au montant forfaitaire. C'est cette composante qui est véritablement nouvelle avec la mise en place du RSA et qui sert le plus souvent de référence pour apprécier la montée en charge du RSA.

[1] Le cumul intégral consiste à neutraliser l'ensemble des revenus d'activité pour le calcul du RSA, pendant une période de 4 mois (éventuellement fractionnée) au cours des douze derniers mois.

Personnes couvertes: les personnes couvertes sont les membres du foyer allocataire. Le foyer allocataire est composé du responsable du dossier (personne qui perçoit au moins une prestation au regard de sa situation familiale et/ou monétaire), et l'ensemble des autres ayants droit au sens de la réglementation en vigueur (conjoint, enfant(s) et autre(s) personne(s) à charge).

RSA « majoré » (socle majoré ou socle et activité majoré ou activité majoré): attribué aux femmes enceintes ou personnes assumant seules la charge d'au moins un enfant.

RSA « non majoré »: bénéficiaires du RSA ne faisant partie du public « RSA majoré ».



**LA CONSTRUCTION ET
LE MARCHÉ IMMOBILIER**

Volume de la construction de logements neufs (privée et sociale)

Les analyses de la construction réalisées semestriellement pour le tableau de bord du club 93 conjoncture sont établies d'après les séries de chiffres dites « en date de prise en compte » (dans le système statistique). Celles-ci donnent une indication de tendance, par différence avec les séries de chiffres dites « en date réelle », dont la stabilisation prend un an minimum, préférées pour les analyses structurelles de long terme, notamment pour communiquer sur le suivi de la réalisation des objectifs de construction pour résoudre la crise du logement en Île-de-France. Avec la loi du 3 juin 2010 relative au Grand Paris, l'objectif régional de construction a été porté à 70 000 logements par an, la part de la Seine-Saint-Denis s'élevant à un peu plus de 11 600 logements. De nouveaux objectifs de construction sont en cours d'élaboration et seront appliqués après l'adoption du Schéma régional de l'hébergement et de l'habitat, qui seront déclinés dans le périmètre de la métropole par le Plan métropolitain de l'habitat et de l'hébergement. A titre indicatif ces objectifs s'élèvent pour la Seine-Saint-Denis à 11 800 logements par an.

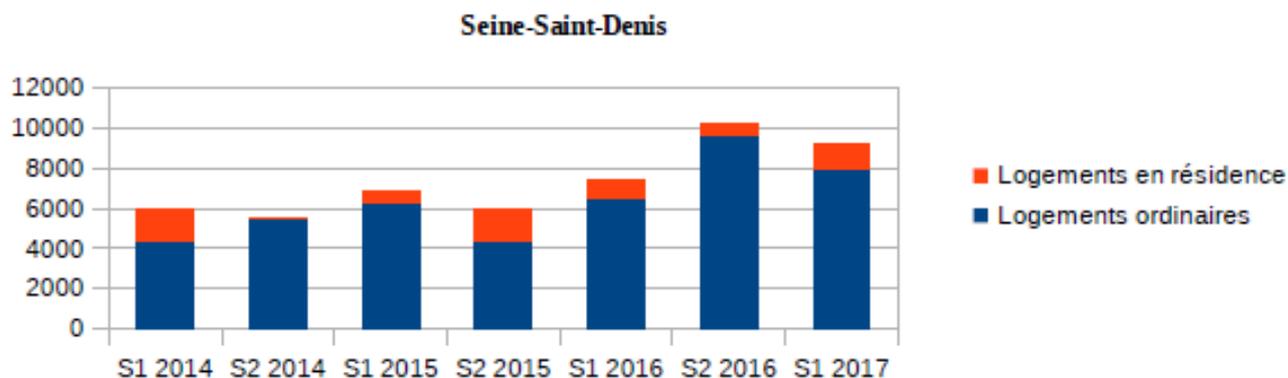
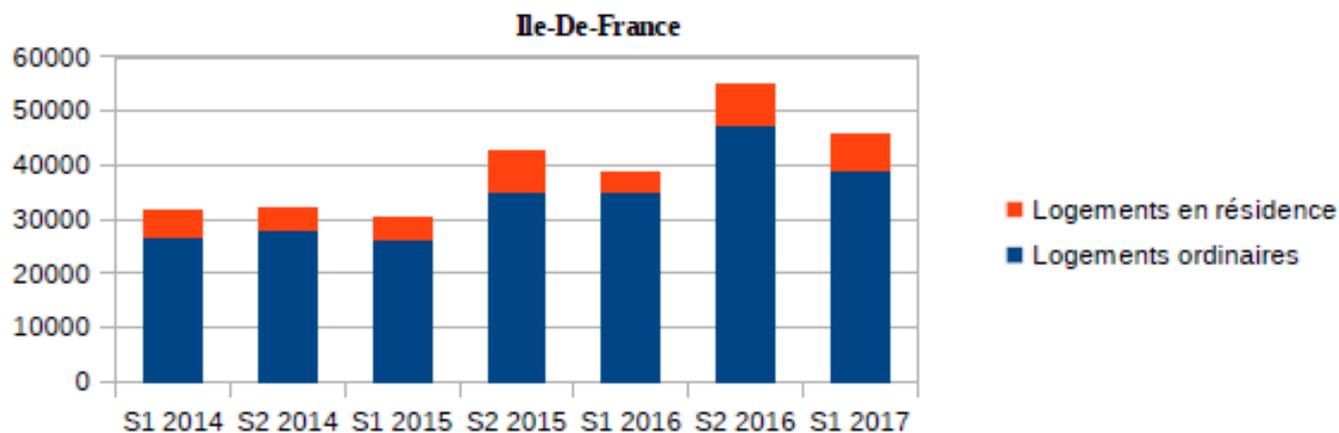
Après une année 2016 qui a été à nouveau marquée par l'atteinte des objectifs fixés en terme de construction de logements par la loi du Grand Paris, le volume de logements à construire est en baisse à l'échelle de l'Île-de-France ce semestre, passant de 54 800 logements autorisés à 45 700. Le département de la Seine-Saint-Denis connaît lui une tendance similaire, moins marquée cependant, avec une baisse d'environ 9,5 % du volume des autorisations pendant cette même période, passant de 10 100 logements au 2^e semestre 2016 à 9160 logements autorisés au 1^{er} semestre 2017. **Ces chiffres demeurent cependant élevés, tant au niveau régional que départemental.** La part de la Seine-Saint-Denis dans le total des logements autorisés au niveau régional était d'environ 19 % au dernier semestre, et progresse à 20 % au 1^{er} semestre de l'année.

Parmi ces logements autorisés, l'offre de logements ordinaires est en nette baisse au niveau régional, passant d'un total d'environ 47 600 à 39 100 logements ordinaires autorisés au second semestre, soit une baisse de près de 18 % par rapport au semestre précédent. La tendance à la baisse observée globalement à l'échelle de la Seine-Saint-Denis se retrouve particulièrement dans le volume autorisé de logements ordinaires, puisque le total passe de 9660 à 7940 logements, soit une baisse identique à celle observée à l'échelle de l'Île-de-France. La part de la Seine-Saint-Denis dans le total régional augmente légèrement, passant de 19,5 % au semestre précédent à 20,5 % au 1^{er} semestre 2017.

Concernant l'offre de logements en résidence (étudiants, personnes âgées...) la tendance régionale à la hausse constatée au semestre précédent s'est inversée, puisque les autorisations au niveau de la région passent de 7200 à 6500 résidences, soit une baisse de près de 9 % par rapport au 2^e semestre de l'année 2016. Cette tendance est inversée en Seine-Saint-Denis, les autorisations ayant pratiquement été triplées, passant de 470 à 1220 logements en résidences autorisés au 1^{er} semestre de cette année. La part de la Seine-Saint-Denis dans le total des autorisations en Île-de-France progresse fortement et passe de 6,5 % à environ 19 %.

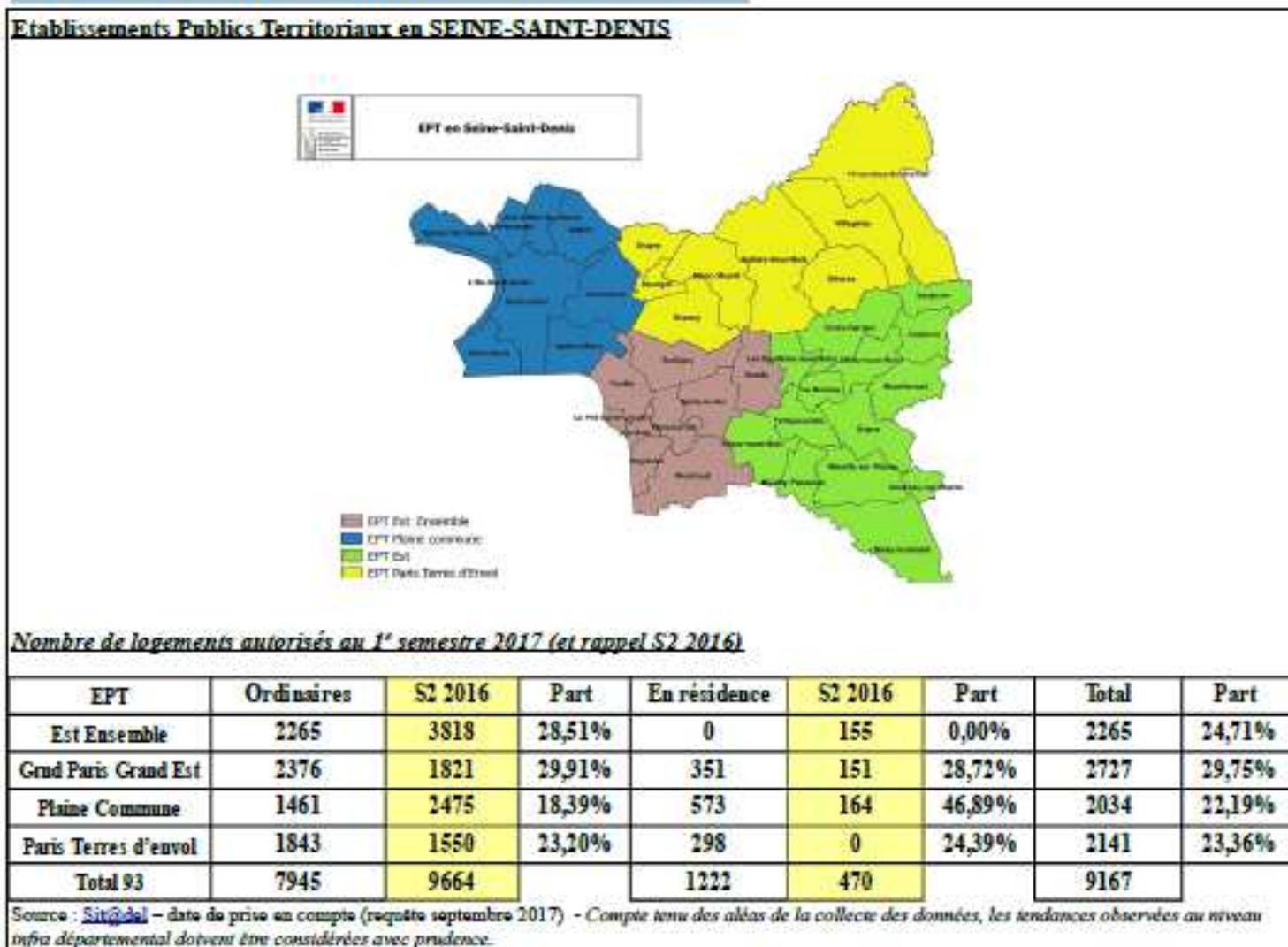
Concernant les mises en chantier, elles connaissent une hausse au niveau régional, passant de 31 000 à 33 100 logements commencés (+ 6,6 %) entre les deux semestres écoulés. En Seine-Saint-Denis, on observe une quasi stabilité ce semestre, puisque le total des logements commencés passe de 6400 à 6300 (- 1,5 %). La part de la Seine-Saint-Denis dans le total régional est également stable, passant de 19,7 % au dernier semestre à 19 % au 1^{er} semestre 2017.

Autorisations de logements



source: [Sit@del](#) – date de prise en compte (requête septembre 2017)

Construction de logements neufs par territoires (privée et sociale)



Au 1^{er} semestre 2017, l'offre nouvelle est en baisse au niveau départemental comparée au 2^{ème} semestre de l'année 2016 (- 9,5 %) mais elle reste à un niveau élevé et globalement mieux répartie sur le territoire. Malgré une nette hausse des autorisations portant sur les logements en résidence (qui a été multipliée par 3), la baisse constatée sur les logements ordinaires entraîne une baisse du total des autorisations. La nette hausse de la production de logements en résidence doit être cependant analysée avec vigilance dans certains cas (logements étudiants, résidence sociale, foyers de travailleurs). Fait notable, on constate une inversion de tendance sur les 4 territoires qui constituent la Seine-Saint-Denis.

Sur le territoire **Grand Paris Grand Est**, une très forte hausse est à nouveau constatée ce semestre (+ 38 %), les volumes passant de 1970 à 2720 logements autorisés, avec une offre de logements en résidence qui progresse encore durant cette période, passant de 150 à 350 logements, ainsi qu'une nette hausse de l'offre de logements ordinaires (+ 30,5 %). La part de l'EPT passe ainsi de 20 % à près de 30 % de la production totale départementale, faisant de ce territoire le plus bâtisseur du département pour la première fois.

La production de logements neufs dans le territoire d'**Est Ensemble** a connu une baisse très significative. Les autorisations au 1^{er} semestre de l'année 2017 par rapport au semestre précédent sont en repli de 43 %, passant de 3970 à 2260 logements. Cette tendance est due à une nette baisse de l'offre en logements ordinaires (- 40 %) et une offre nulle de logements en résidence ce semestre (contre 155 au semestre précédent). Globalement **Est Ensemble** reste néanmoins le second territoire bâtisseur du département.

Sur le territoire **Paris Terres d'Envol**, la production de logements en résidence passe de 0 à près de 300 autorisations, et celle de logements ordinaires de 1 550 à 1 840 (+ 19 %). Globalement l'EPT augmente nettement ses volumes autorisés ce semestre (de 1 550 à 2 140, soit une hausse de 38 %). Sa part dans la production départementale passe de 15 à 23 %, et le territoire n'est donc plus le moins bâtisseur de la Seine-Saint-Denis.

Enfin, avec un peu plus de 2 000 logements neufs autorisés contre 2 600 au 2^{ème} semestre 2016, l'EPT **Plaine Commune** voit sa production de logements en baisse ce semestre (- 23 %). Cette tendance est due à un repli important dans la production de logements ordinaires (- 41 %), une baisse qui n'est pas compensée par la forte hausse de l'offre de logements en résidence (passant de 160 à 570 logements autorisés). **Plaine Commune** voit sa part globale dans la production départementale passer de 26 à 22 %, faisant de l'EPT le moins bâtisseur du département pour la première fois.

Marché des appartements neufs

L'analyse du marché des appartements neufs est établie d'après les données issues de l'enquête trimestrielle sur la commercialisation des logements neufs destinés à la vente aux particuliers. L'enquête ECLN est réalisée par le service de l'observation et des statistiques (SOeS) du ministère de la transition écologique et solidaire (MTES). Les données relatives aux périodes les plus récentes (celles des 3 derniers semestres) sont provisoires. Les analyses semestrielles des données ECLN sont réalisées de semestre « année N-1 » à semestre « année N », pour éviter de biaiser les évolutions par de la saisonnalité.

À l'échelle de la région Île-de-France, le volume des mises en vente s'élève à 16 000 appartements ce semestre, un chiffre en hausse de près de 5,5 % par rapport au 1^{er} semestre 2016. Les réservations sont quasi stables, avec un total de 15 700 appartements réservés (- 0,5 % comparé au S1 2016). Le niveau du stock (logements proposés à la vente et non encore réservés) est en légère hausse de 3,5 % par rapport au 1^{er} semestre 2016, pour un total de 25 150 appartements proposés à la vente (contre 23 050 au 1^{er} semestre 2016). Le délai d'écoulement du stock est quand à lui en hausse de 10,5 % et se situe désormais en moyenne à environ 9 mois et demi (contre 8 mois et demi au semestre précédent).

En Seine-Saint-Denis la tendance est à la hausse, puisque près de 2 900 appartements ont été mis en vente ce semestre, soit une augmentation de 38 % par rapport au 1^{er} semestre 2016 (2 100 appartements mis en vente). Avec cette progression des ventes, la part de la Seine-Saint-Denis dans le volume des mises en vente en Ile-de-France augmente nettement et passe de 13,8 % à 18 % ce semestre.

Au niveau des réservations, on constate également une très nette hausse, puisque 3 200 appartements ont été réservés au 1^{er} semestre de l'année 2017, soit une progression de près de 15 % par rapport au 1^{er} semestre 2016 (2 790 appartements réservés). La part de la Seine-Saint-Denis dans le total des réservations enregistrées en Ile-de-France progresse ainsi, et passe de 17,6 % à 20,5 % du total régional.

Le stock d'appartements subit une tendance identique et passe à 4490 appartements, soit une hausse de 25 % par rapport au stock disponible au 1^{er} semestre 2016 (qui s'élevait à 3 580 appartements). La part du département dans le stock régional passe ainsi de 14,7 %, à 18 % ce semestre.

Enfin, concernant le délai moyen d'écoulement de ces stocks, on observe une hausse en Seine-Saint-Denis, avec une moyenne passant d'environ 8 mois et demi à environ 9 mois et demi, soit une hausse de 10,5 %. Le délai d'écoulement moyen dans le département est donc désormais égal à celui constaté à l'échelle de la région Île-de-France ce semestre.

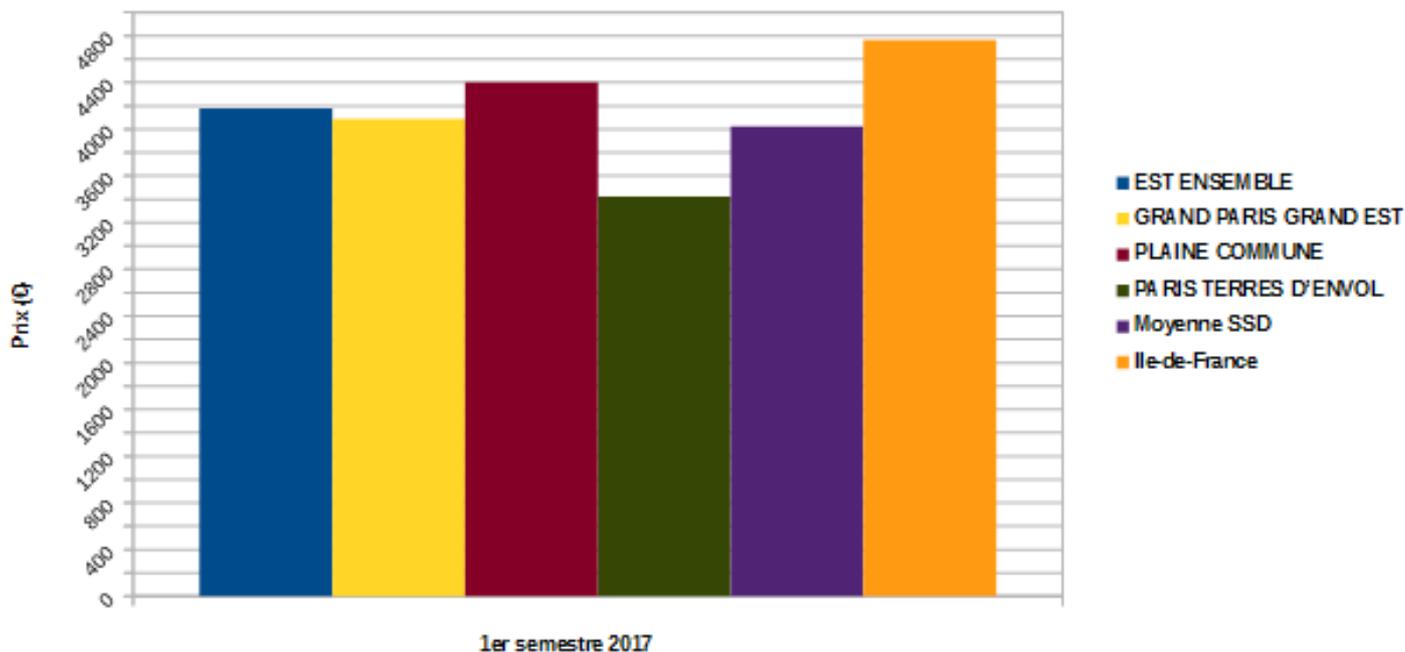
Prix de vente moyen (m²)

Le prix de vente moyen des appartements en Seine-Saint-Denis est en progression de 1,7 % par rapport au 1^{er} semestre 2016 et s'élève désormais à 4 023 €/m². Ce prix de vente représente environ 739 € de moins que les prix moyens observés en Île-de-France (4 762 €/m² ce semestre).

Cependant, il subsiste une disparité assez importante entre le territoire où les prix moyens observés sont les plus élevés (**Plaine Commune**, avec 4 403 €/m², en hausse de 8 %) et celui où les prix sont les plus bas (**Paris Terres d'Envol**, à 3 424 €/m²). Les deux autres territoires (**Grand Paris Grand Est** à 4 087 €/m² et **Est Ensemble** à 4 179 €/m²) étant relativement proches des prix moyens constatés à l'échelle départementale, même si on observe une baisse de 7 % des prix sur **Est Ensemble**.

Cependant, les prix de vente varient avec la "qualité" des logements proposés (taille, confort, localisation...). Ceux-ci varient d'une période à l'autre, c'est pourquoi les comparaisons territoriales et les évolutions de prix doivent être analysées avec précaution.

Comparaison des prix moyens au S1 2017



Lexique:

Mises en vente : nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre.

Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes.

Stock (Encours de logements proposés à la vente) : en fin de semestre, logements proposés à la vente non encore réservés.

Prix : prix à la réservation hors frais de notaire et frais divers.

Marché des appartements neufs (par territoires)



Indicateurs du marché immobilier au 1^{er} semestre 2017

EPT	Mises en Vente	Part	Réservations	Part	Stock	Part
Est Ensemble	786	27,23%	1174	36,63%	1293	28,78%
Grand Paris Grand Est	306	10,60%	491	15,32%	801	17,83%
Plaine Commune	511	17,71%	947	29,55%	955	21,26%
Paris Terres d'envol	1283	44,46%	593	18,50%	1443	32,12%
Total 93	2886		3205		4492	

Source : DRIEA IF / ECLN 2017 (données provisoires pour les 3 derniers semestres)

Rappel 1^{er} semestre 2016

EPT	Mises en Vente	Part	Réservations	Part	Stock	Part
Est Ensemble	1010	48,16%	1173	42,04%	988	27,57%
Grand Paris Grand Est	416	19,84%	560	20,07%	945	26,37%
Plaine Commune	463	22,08%	705	25,27%	1029	28,71%
Paris Terres d'envol	208	9,92%	352	12,62%	622	17,35%
Total 93	2097		2790		3584	

Au 1^{er} semestre de l'année 2017, le volume total des appartements mis en vente et des réservations a nettement progressé à l'échelle du département de la Seine-Saint-Denis, tout comme le stock d'appartements disponibles.

Le territoire de **Paris Terres d'Envol** est devenu ce semestre le plus important en termes de mises en vente : on y constate une très forte hausse, avec 1 283 mises en vente ce semestre (contre seulement 208 au 1^{er} semestre 2016). Le territoire représente près de 45 % du total de la Seine-Saint-Denis. On observe également une hausse de 47 % des réservations, passant de 352 à 593 appartements, soit près de 18,5 % du total départemental. Les stocks augmentent ainsi fortement et passent de 622 à 1443 appartements, ce qui représente 32 % du total de la Seine-Saint-Denis (contre 17 % au 1^{er} semestre 2016).